

SMI 8674.04	DOW JONES 24356.74
8723	24350
8697	24296
8671	24242
8645	24188
+0.12%	+0.75%

USA-CHINE: ENTRÉE EN VIGUEUR DES TAXES
Début de la guerre commerciale

PAGE 20

LOGICIELS CLOUD DE GESTION D'ENTREPRISES
La Mobilière s'empare de Bexio

PAGE 4

GRÈVE ET LICENCIEMENTS SUSPENDUS
Médiation chez Tamedia

PAGE 8

DEUX GROUPES À DEUX MILLIARDS D'EUROS
Acquisitions pour Partners Group

PAGE 8

PROGRAMME À UN MILLIARD DE DOLLARS
Rachat d'actions de Glencore

PAGE 4

EXPORTATIONS EN HAUSSE DE 4,3% EN 2017
L'industrie pharma ne faiblit pas

PAGE 10

L'INDICATEUR CRÉA À 101,2 POINTS
Embellie en Suisse romande

PAGE 10

LA CHRONIQUE DE DIDIER SAINT-GEORGES
Des banques centrales à bout

PAGE 14

Le Campus Biotech révèle ses secrets



LA NUIT DE LA SCIENCE. Ateliers, miniconférences, expositions, démonstrations et jeux de piste se déroulent non seulement dans le parc de la Perle du Lac mais aussi au sein du Campus Biotech, à 500 mètres de là.

Musées, associations, université, CERN, structures privées: tous ont répondu à l'appel du Musée d'histoire des sciences et participent à la douzième édition de la Nuit de la science, à Genève. Des centaines de chercheurs accueilleront près de 30.000 visiteurs, les 7 et 8 juillet, afin de communiquer leur enthousiasme autour des pratiques scientifiques. Grande première pour cette édition: le Campus Biotech, site voisin, ouvre exceptionnellement les portes de ses laboratoires au public. Petits et grands pourront y enfiler une blouse de scientifique en biotechnologie et pénétrer un neurodome, participer à un escape game, piloter une navette spatiale avec leur cerveau, expérimenter une nuit à l'hôpital ou jouer avec les émotions grâce à des robots humanoïdes. Au total, plus de 200 chercheurs y présenteront leurs travaux au travers près de 25 stands. «Le Campus Biotech est par essence un lieu de rencontre. Entre disciplines, entre chercheurs pour ce qui est de l'aspect scientifique, mais également entre la population et le monde de la recherche. Notre but est d'expliquer les défis auxquels nous essayons d'apporter des réponses, de partager nos ambitions, de présenter nos travaux et les espoirs qu'ils portent», affirme Benoît Dubuis, directeur du pôle de recherche. **PAGE 5**

Ce que ne disent pas ces majorités très solides

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES. Un seul point mis à l'ordre du jour par une entreprise du SPI a été refusé, selon Ethos.



VINCENT KAUFMANN. Le directeur d'Ethos met en évidence que les votes étaient parfois plus contestés qu'il n'en ont l'air.

CHRISTIAN AFFOLTER

Les points mis à l'ordre du jour d'une Assemblée générale d'actionnaires par une entreprise du SPI ont été acceptés à un score moyen de 96,6% au cours de la saison 2018. Cela signifie-t-il que les entreprises suisses sont toutes devenues vertueuses en termes de gouvernance d'entreprise, et que les rémunérations ne soulèvent plus aucune critique? Selon l'analyse d'Ethos, cela n'est pas du tout le cas. Le vote consultatif sur le rapport de rémunération exigé par l'initiative Minder reste le point de l'ordre du jour généralement le plus contesté, accepté en moyenne à 87%. C'est aussi le

seul point qui a essuyé un refus, tandis que trois autres sociétés y ont échappé de peu. Tant la transparence du rapport que le niveau de rémunération suscitent toujours des critiques. Cela vaut aussi pour les sociétés ayant des actionnaires de référence, où les actionnaires minoritaires se montrent habituellement plus critiques que dans des entreprises ayant un actionnariat très diversifié. La société de conseil en matière de gouvernance d'entreprises Swipra constate qu'une absence de réaction à un rapport de rémunération contesté débouche souvent sur une sanction au niveau des montants de rémunération l'année d'après. **PAGE 4**

D'excellentes entreprises avec de vieilles structures

PHILIPPE REY

Roche, Richemont, Swatch Group, Lindt & Sprüngli et Schindler ne font pas bonne figure dans les classements en matière de gouvernance d'entreprise. Ces sociétés ne sont pas tenues

pour des modèles par les puristes des meilleures règles de corporate governance. Dont celle d'une «action, un droit de vote». Ces entreprises présentent une structure de capital contredisant cette règle-ci, avec deux classes d'actions. Et en particulier l'existence d'un

bon de jouissance ou de participation sans droit de vote dans les cas de Roche, Lindt & Sprüngli et Schindler. Pourtant, toutes ces firmes ont fortement augmenté leur valeur à long terme et continueront, avec une grande probabilité, à le faire. **PAGE 3**



ALFRED SCHINDLER. L'administrateur de Schindler a créé beaucoup de valeur.

Les nombreux ponts entre Genève et la Chine

Témoignages inspirants de deux membres de la délégation économique genevoise sur l'innovation chinoise.

ELSA FLORET,
HANGZHOU

Ivan Meissner, directeur général de Qualimest participe avec une trentaine d'entrepreneurs genevois cette semaine à la délégation économique en Chine, co-organisée par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (présidée par Juan-Carlos Torres); l'Etat de Genève (présidé par Pierre Maudet) et la Chambre économique Suisse-Chine (présidée par Christophe Weber). Qualimest est actif dans la technologie. Les évolutions actuelles, comme l'intelligence artificielle, vont modifier de manière profonde l'environnement et les attentes des clients. Ivan Meissner, directeur et président de l'OPI, considère que ces changements

sont une opportunité pour autant que les bonnes décisions soient prises. Son objectif pour ce voyage était d'avoir une bonne perception de la vision chinoise dans la transformation numérique et de faire une idée des développements en cours, afin de l'appliquer dans le processus de l'entreprise. Selon Alexandre Nickbarte-Mayer, directeur du Beau Rivage, la destination Genève doit repenser sa mobilité. Genève s'enlise depuis des années avec une traversée de la rade qui ne voit pas le jour. Plus que le projet, c'est le symbole qu'il faut regarder, la jonction ne se fait pas, les Genevois «sont en rade.» Il cite comme exemple les ponts, entre Shenzhen, Hong Kong et Macao, qui ont dopé cette baie d'un dynamisme incroyable. **PAGE 6**

Le secteur de l'énergie craint la numérisation

SERVICES INDUSTRIELS. Près de deux tiers des acteurs estiment être «en retard» par rapport à d'autres domaines.

Les fournisseurs d'énergie et d'électricité suisses perçoivent toujours plus la numérisation comme une menace, même s'ils y voient davantage des opportunités qu'en 2017. La proportion des services industriels qui y décèlent une menace a augmenté de 10% à 16%, d'après l'étude 2018 sur le secteur d'EY. Les acteurs de la branche sont d'ailleurs 62% à estimer être «en

retard» par rapport à d'autres domaines. Tandis que 38% se perçoivent comme «plus avancés que la moyenne» dans les applications de la numérisation parmi les fournisseurs locaux. La charge administrative et l'absence de ressources informatiques internes suffisantes sont considérées comme les principales entraves à la transformation numérique. **PAGE 9**

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens
Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0 0 2 7

ACTEURS

Le financement des start-up suisses, mon fils, Donald Trump et les Chinois

ANNE TSCHANZ VAKULA

Directrice **SERGAN MANAGEMENT**

Le mot start-up est sur toutes les lèvres, dans tous les journaux et magazines, et pourtant les start-up peinent à trouver en Suisse le financement dont elles ont besoin une fois que l'apport initial des «friends & family» est épuisé. Arriverons-nous prochainement par en être plus fascinés et attirés qu'effrayés et irrités?

Elles irritent car elles sont synonymes de jeux vidéo et de réseaux sociaux, à nos yeux tous plus inutiles que débilitants pour nos adolescents. Elles effraient car leurs produits et services intégrant intelligence artificielle et parfois blockchain entraînent la destruction de milliers d'emplois sans sembler en recréer autant à première vue. Qui plus est les robots ne payent pas (encore) d'impôt.

Enfin elles fascinent avec leur unicorne, mais nous les suisses ne croyons pas qu'il soit possible qu'une start-up née et grandie en Suisse puisse devenir une «Unicorn». Un tel miracle est réservé aux surdoués de Stanford, Berkeley ou du MIT, pas à nos jeunes ingénieurs de l'EPFL élevés au lait frais des montagnes.

Depuis bientôt une année, grâce à ma collaboration avec l'accélérateur de start-up genevois Fin-tech Fusion (www.fusion.xyz) j'ai rencontré plusieurs dizaines de fondateurs de start-up et au contraire, je ne vois absolument aucune raison pour laquelle une start-up suisse ne pourrait pas atteindre un jour un milliard de dollars de valorisation. Mais pour cela, il faudrait d'abord nous mobiliser tous pour leur assurer le financement dont elles ont be-

soin. Le plus rapidement elles trouveront un financement, le plus vite nous verrons une unicorne suisse.

Environ 20 à 30% des start-up survivront

Les ordinateurs qui ont rendu mon fils «si gâté et paresseux» par certains côtés, l'ont aussi rendu très sensible aux «pains», aux douleurs. Le seuil très bas de tolérance des jeunes à toute forme de répétition, d'ennui, de pénibilité, les conduit paradoxalement à être créatifs, à innover, et donc à chercher et trouver comment la technologie peut rendre leur vie – et la nôtre au passage – toujours plus agréable.

Je connais des dizaines de start-up suisses basées entre Zürich, Lausanne et Genève qui recherchent du financement. Environ 20 à 30% d'entre elles survivront

et deviendront très profitables. Ces start-up apportent des solutions dans des domaines et applications variés: Comment accroître la mobilité en baissant les coûts et sans augmenter le trafic routier? Comment empêcher l'apparition d'accidents cardiaques dont les séquelles sont extrêmement lourdes et onéreuses pour les caisses maladies? Comment permettre aux petites et moyennes entreprises d'obtenir des crédits à des taux raisonnables? Comment la technologie peut-elle faire collaborer ensemble tous les acteurs du tourisme pour offrir les meilleures expériences au coût le plus bas? Comment faire atterrir des avions en toute sécurité même par un épais brouillard? Comment dois-je investir de manière à atteindre 10 objectifs que je me suis fixés? Est-il possible de digitaliser toutes les

règles de compliance et les règles réglementaires dans les domaines bancaires ou pharmaceutiques par exemple afin de pouvoir affirmer au conseil d'administration que ces risques sont «sous contrôle»? Des start-up suisses travaillent quotidiennement à apporter des réponses sérieuses à ces questions.

Au lieu de nous lamenter sur les taxes sur les importations d'acier et d'aluminium imposées récemment par le président Donald Trump, nous ferions mieux de considérer ce type de décision comme une opportunité à saisir: celle d'investir beaucoup plus



dans des entreprises innovantes basées en Suisse, au moins autant que ne le font les Chinois qui discrètement ont bien compris où se trouvaient leurs intérêts en Helvétie. ■

Si seulement nous étions tous Japonais!

MICHEL SANTI

www.gestionsuisse.com - www.artradingfinance.com

Le Japon est aussi connu pour ses smartphones et pour ses robots que pour l'implosion de sa méga bulle immobilière intervenue un peu moins de vingt ans avant celle des subprimes en 2007 aux Etats-Unis, ayant elle-même précédé la liquéfaction des marchés immobiliers espagnols et irlandais dès 2009.

De fait, l'effondrement immobilier et financier au Japon a pulvérisé tous les records et, à cet égard, l'évolution de l'indice boursier Nikkei est tout à fait significatif. Ayant enregistré un pic historique à près de 39.000 en 1989, il n'a plus jamais été capable de remonter à ce niveau puisqu'il se situe aujourd'hui autour des 23.000 points. Selon l'économiste japonais Richard Koo, cette période a causé trois fois plus de pertes au Japon que d'avoires volatilisés aux USA durant la Grande Dépression!

Et pourtant, le Japon s'en est admirablement sorti, non seulement pour n'avoir jamais subi tout au long des années 1990 de contraction économique, mais également car il est en passe de devenir un modèle à suivre d'économie mortellement atteinte aujourd'hui bel et bien ressuscitée. Sa croissance – quoique fort anémique – des années écoulées fut certes redevable à des endettements colossaux combinés à de multiples plans de relance et autres stimuli. Pour autant, cette

même croissance anémique ayant façonné le paysage nippon de ces vingt dernières années fut précisément due à des plans timorés, trop prudents, bref à des réponses peu déterminées ayant prolongé la souffrance de cette nation et transformé des premières années difficiles en une longue agonie qualifiée de «décennie perdue».

Si les indices boursiers japonais n'ont toujours pas rejoint leurs niveaux d'antan, l'économie de ce pays semble toutefois avoir récupéré l'essentiel de la prospérité ayant précédé l'implosion de sa bulle. Les statistiques traditionnelles peinent cependant à le démontrer car la baisse de la population active due à de vrais problèmes démographiques au Japon fausse les chiffres. Il est en effet impossible de percevoir le dynamisme actuel de l'économie japonaise à travers le prisme banal du P.I.B. car celui-ci recense l'ensemble de la population, y compris la masse des seniors qui ne produisent quasiment plus rien. Il est donc bien plus intéressant d'analyser l'activité économique du pays par tranche d'âge, voire par sexe. La participation au monde du travail des femmes entre 25 et 54 ans a en effet bondi de près de 10 points (de 70% à 79%) depuis 2012, de sorte que l'ensemble de la tranche d'âge des 25-54 ans tous sexes confondus est employée aujourd'hui à plus de 85%. Autrement dit, et du haut d'un taux de chômage global de 2.5%, le plein



EMMANUEL FERRY

Directeur des Investissements **BANQUE PÂRIS BERTRAND STURDZA**

Trois thèmes clés se dessinent cette année: 1) la divergence cyclique entre les Etats-Unis et le reste du monde; 2) les impacts de la guerre commerciale sur la croissance mondiale; 3) le resserrement des conditions financières dans les pays émergents.

A mi-parcours de l'année 2018, le message est celui d'un retour à la moyenne après une année 2017 extraordinaire combinant performance forte et volatilité faible. En rendement ajusté du risque, l'année 2017 avait délivré 2 à 3 fois la moyenne de long terme. Il n'est donc pas surprenant que les rendements financiers s'inscrivent en creux au premier semestre (Actions mondiales: -1% à fin juin 2018 après +24% en 2017). Plus de la moitié des classes d'actifs ont sous-performé le Cash (+1% en dollar). Seuls deux marchés affichent des performances élevées: le Nasdaq (+9%; croissance structurelle des Mega Tech, dont +29% pour le groupe des FANG), le Russell 2000 (+7%; les valeurs moyennes profitant de la politique de Donald Trump). Sur le plan sectoriel, la technologie et la consommation discrétionnaire sont en forte hausse (+10%), tandis que les autres secteurs sont en territoire négatif, notamment les secteurs cycliques et les financières. La seconde plus longue phase d'expansion de l'après-guerre aux Etats-Unis a créé des

déséquilibres multiples sur le plan des fondamentaux (dette publique et privée record, marché du travail tendu) et des valorisations des actifs financiers. Cela rend les marchés plus sensibles à des chocs (politiques, géopolitiques, économiques et financiers). L'année 2018 est celle des surprises et des erreurs de prévisions: la sous-performance des marchés non-US, le retournement de politique monétaire dans les EM (de détente à resserrement), le retournement des marchés EM (changes, dette et marchés actions), le retour du dollar.

Processus graduel de réduction du risque

L'entrée de l'économie américaine dans une phase plus mature et la position de milieu de cycle des marchés financiers globaux impliquent des rendements ajustés du risque inférieurs à leur moyenne de long terme. La stratégie pour le reste de l'année demeure compatible avec un biais pro croissance via les Actions. Mais la tendance de fond demeure celle d'un processus graduel de réduction du risque pour faire face à une montée progressive des risques macro, micro, monétaire, budgétaire et de liquidité au cours des 12 à 18 prochains mois. Les risques sont nombreux et pourraient emporter les marchés Actions 10% plus bas: 1) des tensions commerciales qui se transforment en véritable



guerre commerciale, 2) le facteur politique aux Etats-Unis (élections de mi-mandat, enquêtes sur Trump), 3) l'inflation qui dépasse largement le seuil de 2% (US core PCE), déclenchant un resserrement monétaire de la Fed plus marqué, 4) la volatilité sur les cours du pétrole suite à des désaccords entre OPEP et Russie, 5) une crise des finances publiques en Italie, 6) un regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient/Chine avec frappes préventives des Etats-Unis, 7) des événements de liquidité qui deviennent systémiques. Aujourd'hui, une approche défensive signifie s'exposer à la réflation domestique américaine (Russell 2000) et au thème de la croissance structurelle (Tech). Ces deux axes seraient toutefois vulnérables à une inflation plus forte que prévue. 2018 ressemble de plus en plus à une transition lente mais certaine vers le début de la fin du marché haus-

POINT FORT

Ces entreprises qui gardent une vieille structure

CAPITAL. Roche, Richemont, Swatch Group, Lindt & Sprüngli et Schindler ont deux catégories d'actions. Parfois avec un bon sans droit de vote. Tout en créant de la valeur.

PHILIPPE REY

Sika vient de créer une seule classe d'actions nominatives en vertu du principe «une action, un droit de vote», avec un split ou fractionnement de la valeur nominale de 1:60. Après avoir racheté une bonne partie des actions de Saint-Gobain. Sa structure du capital est désormais moderne. Sika est membre de l'indice SMI qui regroupe les grosses capitalisations boursières (communément appelées blue chips).

Toutes n'ont pas encore franchi le Rubicon pour plusieurs raisons. Roche, Richemont et Swatch Group maintiennent ainsi deux catégories d'actions. Les deux premiers groupes doivent le faire pour que les familles puissent conserver la majorité des droits de vote.

Nominal plus petit, même voix

Dans le cas de Roche, les descendants de la famille fondatrice détiennent 50,1% des voix grâce au jeu des actions au porteur et des



DIETER WEISSKOPF. CEO de Lindt & Sprüngli qui appartient aux meilleures entreprises du marché SIX Swiss Exchange.

bons de jouissance sans droit de vote, alors que ceux-ci se taillent une grande part de la capitalisation boursière (une valeur de marché de 158 milliards de francs pour les bons).

Chez compagnie Financière Richemont, la famille Rupert possède 50,0% des voix avec moins de 10% du capital grâce à deux

catégories d'actions nominatives, dont une avec une valeur nominale plus petite mais le même droit de vote. La création d'une action unique provoquerait la perte de majorité des voix des familles dans les cas de Roche et Richemont.

S'agissant de Swatch Group, le pool Hayek ainsi que ses sociétés,

institutions et individus liés détenaient 61.981.814 actions nominatives et 5990 actions au porteur à fin 2017, soit 40% de l'ensemble des voix. Grâce à la détention des nominatives qui ont une valeur nominale cinq fois plus petite que les porteurs mais le même droit de vote. 40% suffisent dans ce cas pour contrôler l'entreprise.

Les puristes critiquent

Les structures du capital et la gouvernance de ces sociétés sont vivement critiquées par les puristes des meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise, dont la Fondation Ethos (lire aussi dans cette parution l'article de Christian Affolter en page 4). Roche, Richemont et Swatch Group sont d'ailleurs souvent mal classées dans les classements effectués en matière de corporate governance, spécialement les deux dernières entreprises.

Force est de reconnaître cependant que ces sociétés n'ont pas rendu leurs autres actionnaires malheureux car elles ont augmenté leur valeur à long terme,

peut-être dans une plus large mesure pour Richemont. Et il est vraisemblable qu'elles continueront à le faire, nonobstant une certaine volatilité au plan boursier.

On peut en dire autant de Lindt & Sprüngli (voir article ci-dessous) et Schindler, qui présentent une structure du capital avec deux classes de titres: des actions nominatives et des bons de participation. Comme chez Roche, les bons sont dénués de droit de vote.

Hausse spectaculaire pour Schindler

Lindt & Sprüngli et Schindler se trouvent parmi les entreprises qui ont créé le plus de valeur lors des 25 dernières années. Grâce à deux entrepreneurs de grande qualité: Ernst Tanner et Alfred Schindler.

Le parcours est particulièrement spectaculaire pour Schindler depuis 1998: l'action nominative est alors passée d'un peu plus de 18 francs à plus de 200 aujourd'hui. Or, tant que Lindt & Sprüngli que Schindler se clas-

sent régulièrement mal dans les concours ou classements concernant la qualité des conseils d'administration. Le rigorisme est bien mais à la condition d'être éclairé!

Il est tout aussi vrai que des entreprises aux structures modernes de gouvernance et du capital ont également augmenté fortement leur valeur. Geberit, Givaudan, SGS et Sika en sont des exemples probants, en considération des grosses capitalisations boursières.

Ne pas généraliser

Au fond, on ne doit pas généraliser. Chaque cas est différent. Davantage que le respect des règles strictes («best practices») de corporate governance importe la qualité des personnes qui dirigent l'entreprise. Un autre facteur joue un rôle important: la nature de l'industrie dans laquelle évolue une firme. Tous les métiers, et donc les entreprises, ne sont pas égaux. Certains s'avèrent plus faciles que d'autres. Ce qui crée une combinaison idéale avec d'excellents dirigeants. ■

Lindt & Sprüngli tient les spéculateurs à distance

CAPITAL. Le refus d'un split et sa valorisation sont deux atouts du fabricant de Lindt.

Dans une analyse intéressante publiée sur le site Seeking Alpha, Joseph Harry met en évidence le fait que la structure de capital unique de Lindt & Sprüngli (L&S) éloigne les day traders et spéculateurs à court terme. Par ailleurs, le groupe zurichois affiche un bilan très conservateur, ce qui a pour effet d'abaisser ses ratios de rentabilité. Cela n'a pas empêché L&S de créer énormément de valeur depuis 1993, c'est-à-dire sous la houlette d'Ernst Tanner, ancien CEO et actuel président du conseil d'administration, et de Dieter Weisskopf, actuel CEO et ex-CFO. La valeur boursière de L&S s'élève à 16,5 milliards de francs.

Valeur absolue record pour la nominative

A l'instar de Berkshire Hathaway (le groupe de Warren Buffett et Charles Munger) aux Etats-Unis, L&S a une action qui s'avère de loin la plus élevée en valeur absolue sur le marché SIX Swiss Exchange. Le cours de cette nominative atteint en effet plus de 76.000 francs. Or, L&S a toujours écarté un split, sans doute à bon escient, comme le fait Warren Buffett. Berkshire Hathaway a deux catégories d'actions, A et B, cette dernière étant plus accessible pour les investisseurs. Le bon de participation L&S l'est également, une différence étant que celui-ci n'attribue pas de droit de vote et se traite sur le marché avec une décote de l'ordre de 15% sur

la nominative. Tant Berkshire Hathaway que Lindt & Sprüngli sont intéressés à avoir des actionnaires à long terme qui considèrent leurs actions comme une fraction d'entreprise.

Revenons aux ratios d'allocation du capital. Le ratio d'endettement de 0,25 se compare favorablement à celui de Hershey, à plus de 3x. L'endettement net rapporté à l'EBITDA (résultat brut d'exploitation) ne se montait qu'à 0,2x à fin 2017. Ce sont des raisons pour lesquelles le rendement des capitaux investis (ROIC) se

gèrement baissé de quelques points de base durant cette période. Si l'effet de levier était plus grand, le ROE serait évidemment plus élevé. Les marges et la rotation du capital sont toutefois inférieures à celles de Hershey, mais L&S continue à augmenter progressivement sa marge d'exploitation (EBIT). Celle-ci a atteint 14,6% en 2017 (14,4% en 2016).

Cash-flow considérable

L&S a généré un cash-flow opérationnel de 595,4 millions de francs l'an dernier. Le free cash-flow s'est établi à 406 millions de francs. En raison des liquidités élevées, d'un bilan solide et d'un cash-flow constamment fort, L&S a lancé un programme de rachat d'actions nominatives et bons de participation jusqu'à 500 millions de francs, lequel a débuté le 12 mars et se poursuivra jusqu'au 31 juillet 2019.

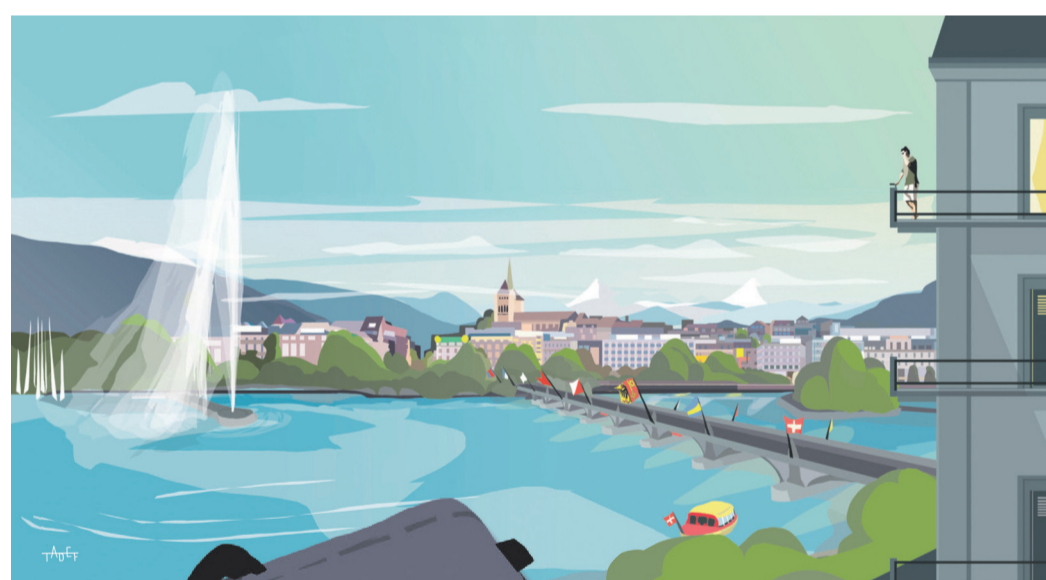
Les prix élevés des titres en valeurs absolues et une valorisation déjà haute gardent à distance les spéculateurs, ce qui signifie moins de volatilité et une prime par rapport à d'autres entreprises de l'industrie alimentaire et du chocolat en particulier. La valorisation actuelle correspond à 40 fois le cash-flow libre. Une performance supérieure est le meilleur gage d'indépendance. L&S est une superbe société dont il faut acquérir les actions lorsque le marché boursier traverse une crise. ■

UNE PERFORMANCE
SUPÉRIEURE EST
LE MEILLEUR GAGE
D'INDÉPENDANCE
D'UNE ENTREPRISE.

révèle plus bas chez L&S (aux alentours de 10%, à l'inclusion du goodwill et autres actifs incorporels) que celui de son concurrent américain (le ROIC dépasse 20%). Joseph Harry prend en considération un coût moyen pondéré du capital de 6,41% pour L&S.

Pas d'effet de levier

Le rendement des capitaux propres (ROE) de L&S a légèrement décliné de 2015 à 2017 (de 11,74% à 11,52%), du fait du manque d'effet de levier. Les marges opérationnelles ont cependant progressé tandis que le taux de rotation du capital n'a que lé-



Toutes les clés de l'immobilier.

Vous cherchez à louer, à vendre ou à acheter un logement, un bureau ou un espace commercial. Nous vous ouvrons les portes du marché immobilier.



Chemin Malombré 10 - 1211 Genève 12
T +41 22 839 09 25 - moservernet.ch

MOSER VERNET & CIE

ENTREPRISES

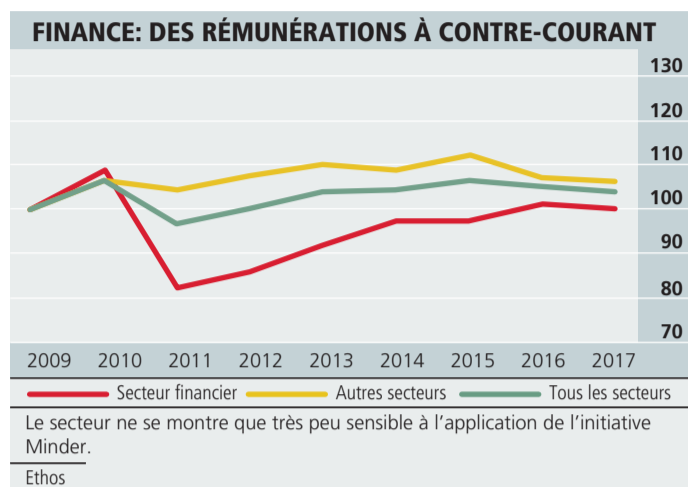
Le calme de la saison 2018 des AG est trompeur

VOTATIONS. Ethos constate dans son rapport semestriel que la part de rapports de rémunération approuvés à une majorité de moins de 80% des assemblées générales est en hausse.

CHRISTIAN AFFOLTER

La saison 2018 des assemblées générales de sociétés du SPI a été très pauvre en votes contestés comparée aux précédentes. Loin semble le temps où les actionnaires d'UBS pouvaient refuser la décharge, comme cela s'était produit en 2010 pour l'exercice 2007. Le taux d'approbation moyen des points mis à l'ordre du jour par les conseils d'administration des sociétés du SPI a atteint 96,6% selon le rapport sur le premier semestre 2018 qu'Ethos a publié jeudi, sans tenir compte toutefois du cas particulier qu'a représenté Sika avant la résolution du conflit. Ce taux a grimpé de 0,8 point de pourcentage par rapport à la saison 2017. Seulement 11% des résolutions du conseil n'ont pas trouvé de majorité d'au moins 90%, la part des points acceptés à moins de 80% ne se montant plus qu'à 3,7% (contre 5,9% en 2017).

Depuis l'application des lois introduites suite à l'acceptation de l'initiative Minder, ce sont de toute façon les votes consultatifs sur le rapport de rémunération qui se trouvent au centre de l'attention. Là aussi, il faut constater que seul le rapport de Meyer Burger a été refusé, de justesse. Les majorités ont aussi été plutôt serrées pour ceux de Tecan, GAM et Georg Fischer. Les deux derniers ayant subi un refus en 2017, les progrès accomplis depuis ne sont manifestement toujours pas suffisants aux yeux d'un grand nombre d'actionnaires. Notons qu'Ethos a recommandé de refuser les rapports de GAM (toujours



en raison d'une rémunération trop élevée), tandis qu'elle a soutenu ceux de Georg Fischer. Le non a aussi été conseillé pour le rapport de Tecan, en raison d'une transparence insuffisante. En-dehors des résolutions d'actionnaires, majoritairement refusées, ces rapports demeurent ainsi le point le plus contesté lors des assemblées générales. Le taux d'acceptation global n'a d'ailleurs guère évolué, passant de 86,7% à 87%. Ethos n'aurait pourtant recommandé de n'accepter que 42,9% de ces rapports, le taux le plus faible depuis 2015 au moins. En regardant de plus près, il faut néanmoins constater que la part des rapports ne trouvant plus de majorité à 80% est en hausse. Elle passe de 15,6% en 2016 à 21,8% cette année. Concernant les votes contraignants sur les rémunérations, il apparaît que la direction générale se trouve un peu plus souvent sous le feu des critiques que le conseil d'administration. Tant la part variable de la rému-

nération que le montant total de la récompense y sont plus élevés. Pour sa part, Ethos se montre particulièrement critique à l'égard des sociétés financières: «le lien entre

la rémunération des dirigeants et la performance financière de la société n'est pas démontré. La stabilité des rémunérations des instances dirigeantes de ce secteur contraste en effet avec la chute de près de 44% depuis 2009 des bénéfices des 26 sociétés financières parmi les 100 plus grandes capitalisations et la baisse de 7% du nombre d'employés de ces sociétés», souligne le communiqué (voir graphique).

Faut-il conclure face à la contestation plutôt faible que les sociétés n'ont guère progressé dans ce domaine, et que les actionnaires ne sanctionnent pas les dérives, que les positions d'Ethos ne trouvent donc pas suffisamment de soutien pour être efficaces?

Le bilan qu'en tire Ethos est plus positif, malgré un calcul sans

complaisance de son impact direct. Une position de vote d'Ethos à l'encontre d'un point engendre en moyenne une réduction de la part d'avis favorables de 7,1 points de pourcentage pour les sociétés du SPI, et même 10,9 points au niveau du SMI. Malgré le fait que toutes les propositions aient été acceptées, c'est chez SGS que le score moyen a été le plus faible (82,8%), en particulier pour les réélections de membres du conseil d'administration et du comité de rémunération, pour des raisons d'âge et d'indépendance. Ethos fait également remarquer que sans le soutien des actionnaires de référence, il y aurait 27 points supplémentaires qui n'auraient pas passé la rampe. Le fait que les actionnaires minoritaires n'atteignent pas 50% ne veut tou-

tefois pas dire pour autant qu'il y ait seulement une minorité d'entre eux qui soutiennent le point. Il apparaît tout de même que les votes rétrospectifs sur les rémunérations variables de Swatch Group (rejetés par Ethos tant en raison du montant que de la structure du rapport) auraient été refusés, tout comme la réélection de Nayla Hayek au comité de rémunération (non compatible avec l'exercice de fonctions exécutives). Finalement, Ethos regrette que seulement 13 sociétés sur plus de 200 ont décidé d'établir un rapport de durabilité portant sur les sujets extra-financiers. «Malgré l'urgence des risques climatiques et de nombreuses questions sociales, l'autorégulation est très loin de faire ses preuves», déplore-t-elle. ■

L'influence des conseillers en matière de droits de vote diminue

Le rapport publié mardi par Swipra, spécialisé en gouvernance d'entreprise pour les sociétés cotées, rejoint certaines conclusions d'Ethos. Cela vaut notamment pour la mise en garde des sociétés avec un ou plusieurs actionnaires de référence pouvant faire bloc contre les détenteurs de titres minoritaires. Ainsi, 70% des 100 plus grandes sociétés du SPI ont un actionnaire de référence détenant une part d'au moins 10%. Cela peut suffire, en sachant qu'avec un taux de participation de 70%, cela représente déjà une part de 15%. «Au cours des dernières années, plusieurs exemples ont montré que la structure de l'actionariat au sein d'une entreprise peut évoluer très vite. Il est dès lors important de respecter les souhaits et les intérêts de tous les actionnaires, les minoritaires y compris», insiste Swipra. Au sein des 100 plus grandes sociétés du SPI, il apparaît ainsi que les actionnaires minoritaires

de sociétés ayant cette configuration-là sont nettement plus critiques que ceux d'entreprises qui n'ont aucun bloc dominant. Swipra met également en évidence qu'en comparaison internationale, la part d'actionnaires s'opposant au rapport de rémunération est parmi les plus élevées.

Réactions aux votes négatifs

Swipra constate également que l'absence de réaction à un vote consultatif contesté sur le rapport de rémunération engendre l'année suivante des oppositions au niveau des votes contraignants sur les montants de rémunération et la composition du comité de rémunération. Les entreprises s'en sont rendues compte: alors que seulement 31% de celles qui ont affiché un taux d'opposants supérieur à 20% l'année précédente ont pu améliorer les votes sur les rapports de rémunération en 2017,

cette part a augmenté à 43% cette saison. Cela est en contraste par rapport aux recommandations des conseillers en matière d'exercice des droits de vote. Selon Swipra, 80% des entreprises ayant écopé d'un avis négatif en 2017 n'ont pas vu changer leur recommandation pour cette année. Le fait qu'il y ait tout de même eu une amélioration au niveau des votes montre que les institutionnels les ont moins suivis cette année. L'explication en est que ces derniers développent de plus en plus leurs propres structures d'analyse de gouvernance. Leur suivi est plus axé sur les améliorations dans la durée, tandis que les conseillers se limitent à une photo de la situation actuelle. Par conséquent, un investisseur institutionnel peut approuver un rapport de rémunération qui ne remplit pas encore tous les critères, s'il est persuadé que les mesures prises vont dans le bon sens. — (CA)

Glencore lance un rachat d'actions sur un milliard

MATIÈRES PREMIÈRES. Glencore lance un programme de rachat d'actions en deux temps, comprenant une enveloppe plafonnée à 1 milliard de dollars. Les titres pourront être rachetés jusqu'à la fin de cette année et seront conservés au sein de la trésorerie du zougais. La gestion de ce programme a été confiée à Citigroup Global Markets. La première tranche, qui pourra représenter jusqu'à 350 millions de livres, débute dès ce jeudi et pourra s'étendre jusqu'au 7 août. Citigroup disposera dans ce cadre de coudées franches, afin d'assurer un processus de décision indépendant en matière de transactions, précise un communiqué du mastodonte de l'extraction et du négoce. L'établissement américain conservera un pouvoir décisionnel pour le second volet du programme, dans le cadre des instructions que lui aura fourni Glencore. — (awp)

Le potentiel de croissance est toujours présent chez Straumann

Le fabricant bâlois d'implants dentaires est parvenu à surmonter la crise, selon son CEO.

Le patron du groupe Straumann, Marco Gadola, croit toujours dans un grand potentiel de croissance. Revenant sur l'évolution du fabricant bâlois d'implants dentaires, il rappelle que la situation était tout autre il y a cinq ans lorsqu'il a repris les rênes de l'entreprise.

«J'ai rejoint le groupe quand il était au plus bas et que tout jouait en notre défaveur, y compris sur le plan conjoncturel», affirme-t-il jeudi dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ). Selon lui, Straumann est parvenu à surmonter la crise ces dernières années moyennant des coupes, l'entrée sur des segments meilleur marché et une mutation de la culture d'entreprise.

Le programme d'économies a été mis en place très rapidement, au risque de peut-être s'avérer trop drastique, reconnaît le patron de Straumann. «Nous sommes aujourd'hui plus diversifiés, dispo-

sons d'une plus vaste palette de produits ainsi que d'une offre digitale destinée aux dentistes et aux laboratoires et évoluons dans de nouveaux segments comme les gouttières transparentes de correction dentaire ou la prévention». La mise en oeuvre de cette stra-

te M. Gadola. Revenant sur la consolidation du secteur, il évoque une situation d'oligopole, même si le marché s'est élargi du fait des exigences plus élevées de patients, dont un nombre croissant est en mesure de s'offrir des implants dentaires.

«NOUS SOMMES PLUS DIVERSIFIÉS, DISPOSONS D'UNE PLUS VASTE PALETTE DE PRODUITS AINSI QUE D'UNE OFFRE DIGITALE ET ÉVOLUONS DANS DE NOUVEAUX SEGMENTS COMME LES GOUTTIÈRES TRANSPARENTES DE CORRECTION DENTAIRE OU LA PRÉVENTION.»

tégie d'expansion a nécessité de sacrifier les marges. «Le plus simple aurait été d'entrer dans le segment non-premium avec des distributeurs, nous aurions alors été rentables de le départ».

Le marché a considérablement changé au cours des dix dernières années. «Il y a aujourd'hui six acteurs principaux qui dominent près de 80% du marché», ex-

L'attachement de Straumann à la Suisse n'a jamais été remis en question, même en temps de crise. «La marque Straumann signifie la qualité suisse, aussi les implants haut de gamme doivent-ils être réalisés ici. La décision s'est avérée juste et nous sommes parvenus aux limites de nos capacités, nous ne pouvons pas produire plus», a conclu M. Gadola. — (awp)

La Mobilière s'empare de la start-up Bexio

La société reprise spécialisée dans les logiciels de gestion d'entreprise basés sur cloud restera autonome.

La Mobilière rachète pour un montant non dévoilé la jeune pousse saint-galloise Bexio. La société spécialisée dans les logiciels de gestion d'entreprise basés sur le nuage (cloud) restera une entreprise autonome et ne sera pas intégrée dans la maison-mère de l'assureur coopératif bernois.

Cette opération doit permettre à Bexio de «développer au niveau numérique également sa position déjà solide sur le marché des PME» et lui donne «une nouvelle impulsion» pour «se développer en tant que plateforme pour les PME», indique La Mobilière dans un communiqué.

La compagnie d'assurance souhaite que Bexio «conserve son caractère de start-up et puisse se concentrer pleinement sur sa propre croissance». Entreprise fondée fin 2013 sous le nom d'Easysys avant de se re-

baptiser Bexio, la jeune pousse domiciliée à Rapperswil connaît justement «une forte croissance», selon le communiqué. Elle compte plus de 15.000 clients et emploie actuellement 80 collaborateurs. Elle a été désignée meilleure start-up de logiciels de Suisse en 2016 et 2017.

Bexio et Swiss Life avaient noué un partenariat stratégique en octobre 2017, le numéro un helvétique de la prévoyance professionnelle devenant dans le même temps l'un des plus grands actionnaires de la firme saint-galloise. Directeur général de Swiss Life Suisse, Markus Leibundgut avait alors intégré le conseil d'administration de Bexio.

Cette collaboration «est maintenue et sera poursuivie également dans le cadre de la nouvelle structure de propriété», a assuré hier La Mobilière dans son communiqué — (awp)

Le Campus Biotech ouvre ses laboratoires

GENÈVE. Ce week-end, le public a rendez-vous avec les chercheurs lors de la 12^e Nuit de la science. Grande première pour cette édition: le Campus Biotech se joint à l'expérience.

SOPHIE MARENNE

Entre 20.000 et 30.000 personnes sont attendues, ces 7 et 8 juillet dans le parc de la Perle du Lac afin de rencontrer des centaines de chercheurs et de se glisser dans leur peau pour quelques heures. «La collaboration avec le Campus Biotech amènera peut-être une fréquentation encore plus importante», commente Jacques Ayer, directeur du Muséum d'histoire naturelle et de sa déclinaison du Musée d'histoire des sciences. C'est la première fois que le site voisin prend part au rassemblement. «La collaboration avec ce centre d'excellence permettra d'élargir considérablement l'offre de la Nuit de la science. C'est une magnifique opportunité de collaboration vu la proximité des deux lieux», dit-il.

Au cœur des laboratoires
Dans le bâtiment du chemin des Mines, un neurodome permettra aux visiteurs de visualiser le fonctionnement du cerveau – comme le ferait un planétarium pour l'univers – dans un voyage en trois dimensions à l'intérieur de l'organe. Autre attraction phare: un escape game qui glissera les participants dans la blouse d'un chercheur. «L'idée est d'expliquer



Les 7 et 8 juillet, les spectateurs sont invités dans le parc de la Perle du Lac mais aussi au sein du pôle de recherche.

le long chemin menant de la découverte à l'innovation puis au produit en autant d'interrogations qui devront être levées pour passer à la prochaine étape», raconte Benoît Dubuis, directeur du Campus Biotech. Sur place, le public pourra également se familiariser avec le Neurofeedback, une nouvelle technologie liée à la recherche sur l'autisme, grâce à un jeu vidéo de pilotage de navette spatiale contrôlée simplement avec le cerveau. Le programme comprend encore

l'expérimentation d'une nuit à l'hôpital, la découverte des implants médicaux et l'apprentissage des émotions grâce à des robots humanoïdes. Au total, plus de 200 chercheurs transmettront leur enthousiasme en présentant leurs travaux au travers près de 25 stands. Une première collaboration entre le pôle de recherche de Sécheron et les musées genevois a déjà eu lieu par le passé, lors de la Nuit des musées, en mai 2017. Le Campus Biotech avait alors ou-

vert ses portes, attirant un public de plus de 3500 visiteurs. L'idée est de reconduire cet exercice couronné de succès. «Le Campus Biotech est par essence un lieu de rencontre. Entre chercheurs pour ce qui est de l'aspect scientifique, mais également entre la population et le monde de la recherche. Notre but est d'expliquer les défis auxquels nous essayons d'apporter des réponses», déclare Benoît Dubuis.

Pour les deux directeurs, il ne fait aucun doute que cette association inédite drainera un nouveau public et donnera plus d'impact à l'évènement. «De plus, la science et la transmission des connaissances sont aujourd'hui mises à rude épreuve par un scepticisme global voire le retour de certains obscurantismes, dans une ère de post-vérité qui produit des ignorances dangereuses. La Nuit de la science devient ainsi un excellent laboratoire pour tester de nouvelles formes de transmission des connaissances mêlant pédagogie, communication et réflexions plus philosophiques», décrit Jacques Ayer.

Destiné au grand public
La Nuit de la science est un évènement gratuit et ouvert à tous, quel que soit son âge ou son ni-

veau de formation. Les enfants sont les bienvenus: les activités qui leur sont spécifiquement consacrées seront signalées d'une pastille rose dans le programme. Les ateliers, miniconférences, expositions, démonstrations et jeux de piste toucheront à des thématiques aussi vastes que la robo-

tique – avec le concours de robots des étudiants en technologies industrielles; la botanique – par la réalisation d'un herbier ou d'un kaléidoscope de graines; ou l'anatomie – avec une structure gonflable monumentale d'un organe trop souvent oublié des livres médicaux: le clitoris. ■

L'écosystème en sciences de la vie devrait doubler sa surface

En quatre ans, le Campus Biotech a réussi à s'ériger en un fleuron régional qui positionne l'arc lémanique parmi les premiers pôles de recherche au monde dans les domaines des neurosciences et de la santé. Sur les 40.000 m² de l'ancien site du groupe allemand Merck Serono, le centre abrite plus de mille spécialistes: des équipes de recherche de différentes universités et instituts mais aussi des entreprises telles qu'Addex, GilaPharm ou Sophia Genetics. «Le Campus Biotech est le lieu idéal pour promouvoir des synergies entre cliniciens, chercheurs fondamentaux, entrepreneurs et industriels qui œuvrent au sein de ce creuset d'innovation», affirme Benoît Dubuis.

«Deux secteurs ont vu cette année une évolution marquante: la recherche sur le génome, qui est largement renforcée par la mise en place de la première plateforme de séquençage de l'ADN à haut débit de Suisse, et les sciences cognitives, qui ont été massivement profitées des travaux du pôle de recherche national (PRN) au niveau de la compréhension des émotions.»

Le lieu accueillera bientôt de nouveaux groupes de recherche et de plateformes technologiques. «Les activités de recherche et de développement basées y occuperont alors la totalité des surfaces. Des extensions sont à l'étude qui devraient permettre d'accueillir de nouveaux acteurs complémentaires à nos activités.» A terme, les surfaces disponibles sur le site devraient plus que doubler. – (SM)



Barrier Reverse Convertible

6.75%* p.a.

GEBERIT, LOGITECH, GIVAUDAN

Nominal: CHF 5 000
Barrière In Fine: 75%* du fixing initial
Maturité: 18.07.2019

En souscription auprès de votre banque jusqu'au 11.07.2018, 14h30

N° de valeur 42 662 150

Le fonctionnement des produits est expliqué sur notre site www.bcv.ch/emissions

Ces produits structurés ne sont pas des placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC). Ils ne sont pas soumis ni à une autorisation ni à une surveillance de l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA). L'investisseur est exposé au risque de défaut de l'émetteur. Cette annonce est purement informative et ne constitue ni une offre, ni une invitation à la présentation d'une offre, ni une recommandation pour la vente ou l'achat de produits spécifiques. Cette annonce n'est pas un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 du Code suisse des obligations ni un prospectus simplifié au sens de l'art. 5 al. 2 LPCC. Seul fait foi le prospectus de cotation (ou prospectus simplifié si produit non coté) qui peut être obtenu gratuitement auprès de la BCV ou téléchargé sur son site www.bcv.ch/invest. Les risques liés à certains placements, en particulier les dérivés, ne conviennent pas à tous les investisseurs. Avant toute opération, l'investisseur est invité à procéder à un examen spécifique de son profil de risque et à se renseigner sur les risques inhérents, notamment en consultant la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres» de SwissBanking (disponible dans nos locaux ou sur notre site interne: www.bcv.ch/static/pdf/fr/risques_particuliers.pdf). La diffusion de cette annonce et/ou la vente de ces produits peuvent être sujettes à des restrictions (par ex. USA, US persons, UE, Japon, JP persons), elles ne sont autorisées que dans le respect de la législation applicable. Les valeurs mobilières présentées ici ne sont ni parrainées, ni approuvées, ni recommandées par la SIX Swiss Exchange, l'Euro Stoxx 50 et le S&P 500. Toute responsabilité des fournisseurs d'indice est exclue. Les communications sur le numéro de téléphone indiqué dans cette annonce peuvent être enregistrées; lorsque vous nous appelez, nous considérons que vous acceptez cette procédure.

*Données indicatives qui seront fixées définitivement lors du fixing initial



Tél. 021 212 42 00

Qualimatest mise sur le deep learning

SUISSE-CHINE. Ivan Meissner veut comprendre les processus d'innovation mis en œuvre en Chine, afin d'évaluer les évolutions d'organisation qu'il pourrait appliquer.

ELSA FLORET
HANGZHOU

Ivan Meissner, directeur général de Qualimatest participe avec une trentaine d'entrepreneurs genevois cette semaine à la délégation économique en Chine, co-organisée par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (présidée par Juan-Carlos Torres); l'Etat de Genève (présidé par Pierre Maudet) et la Chambre économique Suisse-Chine (présidée par Christophe Weber).

Créée en 1989 à Genève, Qualimatest s'est spécialisée en 2000 dans le développement, la fabrication et la mise en service de machines de contrôle de qualité. Suite à une acquisition de l'entreprise Saphir en France en 2014 – active dans les solutions optiques de contrôles qualité – Qualimatest a renforcé sa position de leader sur les marchés suisse et français.

Aujourd'hui, le groupe réalise 10 millions de francs de chiffre d'affaires cumulé sur les deux pays et emploie 42 personnes (21 en France et 21 en Suisse). Avec une croissance de 10% par an, le groupe affiche son ambition d'atteindre 15 millions de francs de chiffre en 2020 et 10% d'EBIT.

Entretien avec Ivan Meissner, directeur général de Qualimatest.



IVAN MEISSNER. Le chiffre d'affaire indirect avec la Chine est estimé à 5% du total, soit environ 0,5 million de francs.

Vous participez à la délégation économique, qui accompagne Pierre Maudet en Chine. Quel est l'objectif de votre voyage?

Qualimatest est actif dans la technologie. Les évolutions actuelles, comme l'intelligence artificielle, vont modifier de manière profonde l'environnement et les attentes des clients. Je considère que ces changements sont une opportunité pour nous pour autant que nous prenions les bonnes décisions et que nous intégrions les bons savoir-faire. Mon objectif pour ce voyage est d'avoir une bonne perception de la vision chinoise dans la transformation nu-

mérique et de me faire une idée des développements en cours. Il est aussi important pour moi de comprendre les processus d'innovation mis en œuvre en Chine, afin d'évaluer les évolutions d'organisation que nous pourrions appliquer.

Combien de chiffre d'affaires réalisez-vous – directement ou indirectement – avec la Chine?

Nous ne travaillons pas directement avec la Chine. En revanche, nous développons des systèmes pour notre clientèle européenne, qui sont ensuite installés dans les usines chinoises. Le chiffre d'aff-

faire indirect est estimé à 5% de notre chiffre d'affaires, soit environ 0,5 million de francs.

Les principaux marchés industriels de Qualimatest sont: l'horlogerie (40%), l'automobile (25%), le ferroviaire (20%), le médical (15%) et l'aéronautique (début). Soit des domaines dans lesquels la Chine se positionne stratégiquement. Quels projets envisagez-vous avec des partenaires ou des fournisseurs chinois? Ou des clients chinois?

A l'heure actuelle, nous ne recherchons pas activement de partenaire ou client chinois. En revanche, nous sommes ouverts pour évaluer une éventuelle collaboration avec une société, qui pourrait distribuer nos produits en Chine.

En matière de deep learning, la fiabilité n'atteint que 98%.

Or dans vos domaines – ou ceux de vos clients – elle doit être de 100%. Pensez-vous que la Chine y parviendra?

En quoi de voyage va vous aider? J'ai une assez bonne connaissance des développements en intelligence artificielle, en particulier en Deep Learning, réalisés actuellement aux États-Unis. Durant ce voyage en Chine, je veux me rendre compte du niveau des recherches chinoises dans ce do-

main. Je suis certain que le Deep Learning va atteindre le niveau de performance attendu par nos clients, les questions sont de savoir quand et par qui?

Lors de l'inauguration de vos nouveaux locaux – espace dédié à l'intégration de nouveaux métiers – à Plan-les-Ouates, en janvier que d'ici 5 ans, la machine sera sans doute plus intelligente que l'homme, dans ce domaine.

Pour être exact, j'ai dit que la machine serait peut-être plus intelligente que l'homme! Les algorithmes de deep learning sont des réseaux de neurones de grandes dimensions, afin de prendre en compte un niveau de complexité élevé. Les machines utilisant cette intelligence artificielle ont ainsi la capacité de traiter rapidement un problème complexe. En revanche, une phase d'apprentissage est nécessaire, car elle nécessite un grand volume de données (d'où l'importance du Big Data) et une puissance informatique très élevée. Cet apprentissage peut être mis à jour au cours du temps, en fonction des nouvelles données impliquant un niveau de performance, qui s'améliore au cours du temps. Quelle est la limite, c'est la question pour savoir si la machine sera vraiment plus intelligente que l'homme!

Cette intelligence est donc liée à la disponibilité des données ainsi qu'à une mise à jour continue (Big Data).

Un des grands défis pour Qualimatest est le big data. Votre nouveau directeur IA et big data est-il du voyage?

Qualimatest a engagé un nouveau directeur technique au début de cette année, afin d'intensifier et d'accélérer l'innovation, en particulier dans la transformation numérique. Il ne fera pas le voyage en Chine, j'ai pour mission de faire une synthèse globale entre mes observations en Chine en 2018 comparées à celles réalisées aux États-Unis en 2017.

Vous étiez à Stanford récemment, pour vous informer notamment des nouveaux métiers. Dans le programme de la Chine, quelles sont les visites/recontres, qui vous intéressent le plus?

Nous avons l'opportunité de visiter une des universités technologiques les plus réputées de Chine (Tsinghua à Shenzhen). Je me réjouis de la comparer avec Stanford, car je n'ai actuellement pas de connaissance du système chinois. Je veux rester ouvert d'esprit et je me réjouis de l'ensemble des visites, bien entendu les grands acteurs comme Alibaba et DJI seront des highlights du voyage. ■

Les ponts de Shenzhen doivent inspirer Genève

SUISSE-CHINE. Selon le directeur du Beau Rivage, Genève peut se démarquer si elle repense sa mobilité. C'est le poumon d'une ville et un moteur en particulier pour le tourisme.

Genève doit mobiliser ses atouts et repenser sa mobilité, selon Alexandre Nickbarte-Mayer, lors de son voyage avec la délégation économique en Chine. Les visites chez Tencent (Shenzhen); Didi et Alibaba (Hangzhou), ont inspiré les entrepreneurs genevois. Les géants chinois s'appuient sur le big data pour analyser les déplacements de plusieurs millions de leurs chauffeurs, afin de fluidifier le trafic, comprendre où et quand se situent les congestions et adapter en conséquences les trajets. La plateforme intègre les déplacements multimodaux, de la voiture à l'avion, en passant par les transports publics. Les nouvelles technologies peuvent apporter de nombreuses solutions pour la mobilité, la sécurité, la santé.

Genève est une destination magnifique, mais a besoin d'un projet fédérateur, dirigé avec entente, à commencer par un travail sur la mobilité, résume le directeur du Beau-Rivage. Un des rares hôtels 5 étoiles indépendants en Suisse, toujours en mains de la famille fondatrice, depuis 1865, véritable témoin de l'évolution de Genève et du tourisme en Suisse. Entretien.

En tant que participant à la délégation économique genevoise en Chine, quels sont vos objectifs?

La Chine est une clientèle naissante, mais en croissance pour notre hôtel au même titre que l'Asie en général. Elle rejoint les marchés porteurs tels que les États-Unis,



ALEXANDRE NICKBARTE-MAYER. Les géants chinois s'appuient sur le big data pour comprendre et fluidifier le trafic.

l'Europe et le Moyen-Orient. Mes objectifs, en plus de m'imprégner du dynamisme incroyable de ce pays et de pouvoir plonger dans l'économie de demain grâce aux portes que nous ouvrent la CCIG et la Chambre économique Suisse-Chine, sont aussi de rencontrer les Genevois présents dans cette mission. C'est une occasion de tisser des liens avec la communauté de clients et prospects du Beau-Rivage.

L'hôtel Beau Rivage – en mains familiales depuis sa création en 1865 – résiste-t-il aux volontés d'acquisition des grands groupes?

Il est vrai qu'en Suisse, comme dans le monde, il existe très peu d'hôtels tenus et dirigés par les descendants des fondateurs. Mais

nous tenons farouchement à notre indépendance et refusons les offres, qui témoignent de la forte attractivité de notre hôtel. L'indépendance une fois perdue ne se récupère jamais. Nous sommes fiers de pouvoir offrir une expérience à notre clientèle, non standardisée, mais personnalisée. Le Beau-Rivage possède une atmosphère unique, un luxe non formaté, avec 80 chambres et 15 suites, toutes différenciées. Certains de nos collaborateurs travaillent avec notre famille depuis 20, 30, voire 50 ans!

La continuité est une valeur très forte par exemple depuis l'ouverture du restaurant Le Chat Botté, il y a plus de 50 ans, en 1967 par mon grand-père, seuls 5 chefs se sont succédés.

Avant de choisir un hôtel, on choisit une destination.

Quid de la destination Genève?

Le lac n'est pas exclusif à Genève, les initiatives des villes romandes fleurissent pour se rendre attractives. Lausanne lance une campagne de communication, intitulée Lausanne sur mer pour cet été et le marché de Noël à Montreux est un exemple à suivre. Le nombre de passagers est en forte augmentation à Cointin, alors que les nuitées dans les hôtels genevois ne suivent pas la même tendance.

Genève est une destination magnifique, mais a besoin d'un projet fédérateur, dirigé avec entente, à commencer par un travail sur la mobilité. Dans les villes développées, saturées, l'offre crée la demande. La mobilité est le poumon d'une ville, un moteur pour le commerce, le tourisme et contribue fortement à la qualité de vie. Ce n'est pas un secret: les Genevois ne traversent le pont du Mont Blanc qu'en cas d'urgence. En conséquence, les commerces souffrent. Pas uniquement de la concurrence de l'e-commerce, mais parce qu'ils ne peuvent pas mettre en avant ce qui fait leur différence, leurs compétences, le service, le conseil à la clientèle. Et que dire du message aux touristes avec l'annulation des Fêtes de Genève cette année?

Quelles sont vos suggestions pour la Fondation Genève Tourisme?

Destination: Genève! Utiliser nos

forces, ce qui rend Genève unique et incontournable. Je remarque qu'il y a un très grand nombre d'activités, mais elles sont morcelées, peu suivies et finalement chères. A force de vouloir satisfaire tout le monde, on ne satisfait personne. Nous avons besoin de concordance et de projets communs.

Genève doit se concentrer sur ses atouts. Genève se rend-elle compte de l'importance de sa visibilité offerte au travers des marques horlogères, dans le monde entier et spécialement en Chine? Comment utilise-t-elle cet atout? Je salue les événements importants comme le prestigieux SIHH (Salon International de la Haute Horlogerie), le nouveau salon de la joaillerie (Gem), qui a rencontré son public ou La Cité de la musique, qui est un moteur culturel important. Les institutions internationales, s'ouvrent, communiquent et sont des acteurs importants pour l'avenir, le rayonnement et l'attractivité de Genève.

Que vous inspire la visite chez le géant chinois Didi, concurrent d'Uber?

Les géants chinois s'appuient sur le big data pour analyser les déplacements de plusieurs millions de leurs chauffeurs, afin de fluidifier le trafic, comprendre où et quand se situent les congestions et adapter en conséquences les trajets et les véhicules. La plateforme intègre les déplacements multimodaux, de la voiture ou le

taxi à l'avion, en passant par les transports publics. Les nouvelles technologies peuvent apporter de nombreuses solutions pour la mobilité, la sécurité, la santé. C'est un avantage considérable sur la qualité de vie.

Lors de la visite au siège d'Alibaba, leader mondial de l'e-commerce, Brian Wong, VP, Global Initiatives, a cité l'hôtel Beau Rivage à Genève.

En effet, Brian Wong connaissait notre maison. Je l'ai invité lors de son prochain voyage en Suisse.

Genève peut-elle s'inspirer de la Chine?

Genève a une carte à jouer, repenser sa mobilité autour du CEVA et proposer une mobilité multimodale. Prenez l'exemple d'Amsterdam? En proposant des usages multimodaux efficaces, peu de voitures circulent en ville, car dans ce contexte elle n'est ni pratique, ni efficace, ni rentable. Genève s'enlise depuis des années avec une traversée de la rade qui ne voit pas le jour. Plus que le projet, c'est le symbole qu'il faut regarder, la jonction ne se fait pas, les solutions ne sont pas là, les Genevois sont en rade. Lors de notre visite dans la Baie de Shenzhen, je citerai comme exemple les ponts, entre Shenzhen, Hong Kong et Macao, qui ont dopé cette baie d'un dynamisme incroyable tant sur le plan économique et commercial que manufacturier. – (Elsa Floret)

La SSE dépasse la barre des 100 millions

EXPLOSIFS. Chiffre d'affaires de 117 millions en 2017.

La Société suisse des explosifs (SSE) a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 117 millions de francs. Malgré un recul de la rentabilité opérationnelle, le groupe valaisan a une nouvelle fois bouclé l'exercice dans le vert avec un bénéfice net de 1,54 million, après seulement 0,64 million un an plus tôt.

Les actionnaires se verront proposer un dividende inchangé de 70 francs par action.

Dans son communiqué, la SSE se félicite jeudi d'avoir atteint les deux objectifs qu'il s'était fixés dans le cadre de son redéploiement industriel et stratégique entamé en 2013, à savoir la fusion des entités légales pour les ramener à une par pays et le repositionnement du site de Gamsen, à proximité de Brigue.

Les fonds propres ont été «fortement renforcés» moyennant une augmentation de capital de 9 millions de francs réalisée vers la fin de l'exercice auprès d'actionnaires historiques du groupe. Pour l'exercice en cours, la direction se veut optimiste. Evoquant des perspectives «favorables suite (aux) efforts de repositionnement tant dans le secteur des explosifs que dans celui de la chimie fine», le président Raymond Loretan (*ndlr: aussi président du conseil d'administration de l'Agefi*) anticipe une «nette progression» des activités industrielles et une «amélioration sensible» de l'excédent brut d'exploitation (Ebitda).

Le groupe SSE emploie quelque 600 collaborateurs, dont une centaine basés à Gamsen et 400 en Europe Centrale. — (awp)

Avenir incertain pour Franz Carl Weber

MAGASINS DE JOUETS. En redressement judiciaire, sa maison mère française Ludendo compte céder ses activités à l'étranger. La chaîne de magasins de jouets suisse pourrait prochainement faire cession et devenir indépendante.

Le groupe Ludendo, propriétaire notamment des magasins La Grande Récré en France, a été placé sous redressement judiciaire en mars. Son président Jean-Michel Grunberg a présenté début juin au Tribunal de commerce de Paris le plan de continuation, qui prévoit notamment le recentrage du groupe sur ses activités en France.

Céder les filiales étrangères Ludendo projette de céder ou fermer toutes ses filiales non rentables à l'étranger — en Belgique, Suisse et Espagne — selon le plan

de continuation. Contacté par AWP, le groupe français n'était pas joignable pour commenter l'information.

Côté Suisse, Franz Carl Weber souhaiterait se séparer de sa maison mère, selon plusieurs sources concordantes relayées jeudi par le quotidien alémanique *Tages-Anzeiger*. La direction helvétique aurait proposé de racheter une participation majoritaire, voire même la totalité.

«Un groupe d'investisseurs a déposé à Paris une offre de rachat de Franz Carl Weber par la direction» dans le cadre du redressement judiciaire de Ludendo, a confirmé jeudi une porte-parole du magasin de jouets helvétique à AWP. Aucun détail n'a filtré sur le montant de cette offre. De plus amples informations seront fournies vendredi, a ajouté la porte-parole. — (awp)

SGS: abandon des tests d'émissions atmosphériques

Le spécialiste de l'inspection et de la certification SGS va se désengager d'une partie de ses activités d'analyse de qualité de l'air en France. Le groupe genevois va abandonner les tests d'émissions atmosphériques, des prestations fournies jusqu'ici par les sites d'Evry, en région parisienne, et de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze. Ces activités ont été vendues la semaine dernière au groupe français Entime, a indiqué SGS jeudi. Le prix de la transaction n'est pas précisé. Les deux sociétés sont déjà liées par un partenariat qui sera maintenu. Le laboratoire SGS d'Evry continuera d'offrir une gamme de services dans la qualité de l'air et dans l'hygiène industrielle, a précisé SGS. Le reste de la division d'expertise environnementale (EHS) du groupe n'est pas concerné par cette cession. — (awp)

CYBERCRIMINALITÉ: escroquerie dans le e-banking

De faux employés de banque tentent d'escroquer les entreprises. Ils incitent à délivrer un paiement en ligne et à effectuer des fausses mises à jour de l'accès au compte bancaire. L'Unité de pilotage informatique de la Confédération a tiré jeudi la sonnette d'alarme. Les escrocs cherchent à persuader les collaborateurs d'installer un logiciel d'accès à distance. Ayant ensuite accès à la machine pour simuler une mise à jour du système d'opérations bancaires électroniques (e-banking), ils prétendent devoir tester cette dernière et incitent les employés à saisir les identifiants d'accès au compte. Puis les attaquants chercheront à effectuer un virement, sous la justification d'un test visant à vérifier les fonctionnalités du système de paiement. La méfiance reste de rigueur en cas de demande inhabituelle. Aucune banque ne demande de collaborer à des tests liés à des mises à jour de sécurité. — (ats)

Swissquote s'étoffe sur le marché arménien

Les partenariats de distribution avec les prestataires locaux seront vivement consolidés.

Le courtier en ligne Swissquote entend étoffer sa présence sur le marché arménien en renforçant ses partenariats de distribution avec des prestataires financiers établis sur place. «Nous sommes présents sur ce marché depuis longtemps, mais nous n'y disposons pas d'une filiale proprement dite», a indiqué jeudi à AWP Marc Bürki, directeur général (CEO) du groupe glandois.

La distribution des produits Swissquote dans l'ex-république soviétique est assurée par des partenaires locaux, comme c'est le cas pour plusieurs autres marchés de taille modeste. «Les entreprises partenaires se chargent des aspects réglementaires — autorisations, licences — pour le marché local, et Swissquote assure l'exécution des services bancaires», résume M. Bürki.

Les partenaires se répartissent ensuite les revenus générés par les commissions selon une clé d'approximativement 50/50.

«Pour nous, l'Arménie est un marché périphérique mais intéressant, qui se caractérise par une demande croissante de services bancaires de qualité», poursuit le patron de l'établissement vaudois. La clientèle locale est friande



MARC BÜRKI. Pour le CEO du courtier en ligne, l'Arménie représente un marché périphérique mais intéressant.

notamment de prestations de courtage dans le domaine des matières premières.

Un partenariat avec Financial Trading House (FTH), débuté il y a trois ans, a récemment été renforcé. Dans une présentation, sa directrice Angin Ghukasyan a affirmé compter déjà plus d'une centaine de clients, sans plus de précisions.

La présence de Swissquote en Arménie est un «signe de confiance dans le pays», s'est félicité à cette

occasion Artsvik Minasyan, ministre du Développement économique et des investissements de la petite république d'Asie centrale, qui compte à peine plus de trois millions d'âmes.

«Cela non seulement ouvre de nouvelles possibilités économiques et financières, mais améliore également la réputation de l'Arménie et relève la confiance des investisseurs», a-t-il ajouté, selon des propos rapportés par l'agence locale Arka. — (awp)

Vontobel pourrait radier près de 140 postes chez Notenstein

BANQUE. Cette annonce fait suite au rachat de l'établissement saint-gallois, qui compte actuellement 400 employés. Les autres 260 salariés de Notenstein La Roche seront repris.

Vontobel, qui a récemment finalisé l'acquisition de la banque privée Notenstein La Roche, pourrait se séparer de jusqu'à 140 des 400 employés de l'établissement saint-gallois, a indiqué jeudi le quotidien *Tages-Anzeiger*. L'information a été confirmée au journal par un porte-parole du groupe bancaire zurichois.

Les autres 260 salariés de Notenstein seront repris, notamment les 100 conseillers-clients, a précisé le *Tages-Anzeiger*. L'avenir de l'ensemble du personnel sera scellé d'ici fin août.

Les employés de Notenstein ont été informés mardi et mercredi de la situation lors de réunions en interne à Saint-Gall, Zurich et Berne, a précisé le journal zurichois.

Se développer dans la banque de détail

Les personnes concernées pourront bénéficier d'un plan social et Vontobel proposera également une bourse à l'emploi.

Fin mai, Raiffeisen avait annoncé la vente à la banque privée Vontobel de la totalité de Notenstein

La Roche, acquise en 2012, pour 700 millions de francs.

Le produit de la cession donnera les coudées franches à Raiffeisen en termes de capitalisation, afin de poursuivre son développement dans son cœur de métier, à savoir la banque de détail. Pour Vontobel, l'intégration de l'établissement saint-gallois devrait contribuer de manière «substantielle» au résultat des activités de gestion de fortune à partir de 2019. Les coûts d'intégration sont estimés à 50 millions de francs. — (awp)

Crealogix s'empare d'Elaxy Business Solution & Services

Le zurichois agrandi ainsi son portefeuille, dans le courtage numérique notamment.

Crealogix a exercé une option pour étendre sa participation dans le prestataire allemand de solutions de conseil interactives pour les banques et établissements financiers Elaxy. Le spécialiste zurichois des logiciels bancaires a repris au 1^{er} juillet les 80% restants d'Elaxy Business Solution & Services au groupe Fiducia & GAD IT, auquel il avait ra-

cheté 20% des parts fin 2015. La transaction permet à Crealogix d'agrandir son portefeuille de solutions et ses compétences dans le secteur du courtage numérique, de la gestion d'actifs externe (external asset management) et dans les services d'hébergement, indiquait jeudi la société. Le montant de la transaction n'est pas dévoilé.

L'allemand Elaxy Business Solution & Services réalise un chiffre d'affaires de plus de 10 millions d'euros (11,5 millions de francs) et emploie une centaine de collaborateurs, selon le communiqué.

Existant depuis 2015, la collaboration stratégique avec Fiducia & GAD IT se poursuivra intensivement. — (awp)

CREDIT SUISSE: cas de pratiques douteuses réglé à l'amiable avec le SEC

La filiale hongkongaise de Credit Suisse a réglé à l'amiable avec l'Autorité américaine de surveillance des marchés financiers (SEC) un cas de pratiques d'embauche douteuses. Credit Suisse payera environ 30 millions de dollars pour rectifier sa situation, a souligné jeudi la SEC. Entre 2007 et 2013, Credit Suisse (Hong Kong) a embauché des amis et des membres de la famille de fonctionnaires chinois, afin de faire des affaires avec des entreprises publiques, précise le ministère de la justice. Cela a permis à la banque d'engranger au minimum 46 millions de dollars. Ce nouveau paiement n'aura pas d'influence matérielle sur les chiffres de rentabilité. — (awp)

CRÉDIT AGRICOLE: activités de services dans la banque privée affectées à Lausanne sous Azqore

Le groupe bancaire français Crédit Agricole va désormais déployer ses activités de services dans la banque privée sous une nouvelle marque. La société Azqore, dont le siège est à Lausanne, remplace l'entité existante, appelée jusqu'ici Crédit Agricole Private Banking Services. Azqore est désormais établie comme une filiale d'Indosuez Wealth Management, société de gestion de fortune de Crédit Agricole. La création de la société remonte à 1992. L'ex-Crédit Agricole Private Banking Services revendiquait fin 2017 une masse sous gestion de 150 milliards de francs, en hausse de 30% sur un an. — (awp)

TOKENSUISSE: entrée de Tokenpay Swiss dans le capital du groupe

La jeune pousse zougnoise Tokensuisse compte un nouveau soutien suite à l'investissement réalisé par Tokenpay Swiss. L'entreprise lucernoise a acquis une participation de 10% dans cette société spécialisée dans la blockchain, les cryptomonnaies et les émissions de jetons. TokenPay Swiss dispose d'une option pour accroître son engagement à l'avenir, indiquait jeudi Tokensuisse. Fondée en juillet 2017 sous le nom de Coinlab Capital, Tokensuisse a lancé un certificat «multicryptoactifs» qui suit l'évolution des dix plus importantes cryptodevises en les rééquilibrant chaque mois. TokenPay Swiss est une société d'investissement dans la fintech, dont l'objectif est de soutenir la plateforme de cryptopaiement dénommée TokenPay. — (awp)

La Business School qui change votre carrière



BACHELOR / MASTER / MBA

Excellence reconnue
Focus employabilité
Cursus innovant

IFM UNIVERSITE

Tél. +4123222580 - www.ifm.ch

PARTNERS GROUP: acquisitions à 2 milliards d'euros

Le gestionnaire d'actifs Partners Group a fait l'acquisition, pour ses clients, de Megadyne Group, un fabricant de courroies de transmissions dans le domaine du transport de courant et d'Ammeraal Beltech, un fabricant de bandes de transport. La valeur combinée des deux entreprises est de 2 milliards d'euros, a précisé Partners Group jeudi soir. Les équipes d'investissements de l'entreprise ont aussi participé à cette acquisition. Megadyne est basée à Turin et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 319 millions d'euros dans ses 15 usines. Le néerlandais Ammeraal est basé à Alkmaar et son chiffre d'affaires a atteint 385 millions d'euros en 2017. Sous réserve de l'approbation par les autorités concernées, Partners Group fusionnera les deux entreprises après la finalisation de la transaction. — (awp)

LAFARGEHOLCIM: contrat à 500 millions de livres en Grande Bretagne pour des solutions de chaussées

Lafargeholcim a remporté via sa filiale britannique Aggregate Industries un contrat pour fournir des solutions de chaussées pour Highways England en Grande-Bretagne. Portant sur une durée de quatre ans, la valeur totale est estimée supérieure à 500 millions de livres, a précisé jeudi soir le cimentier dans un communiqué. Lafargeholcim fournira de l'asphalte et du ciment dans le cadre d'un programme d'investissement sur l'infrastructure routière mené par Highways England. Depuis le début de l'année, il s'agit du deuxième contrat le plus important en Grande-Bretagne, après que le cimentier a remporté des travaux de revêtement pour la route entre Cambridge et Huntingdon. Le contrat a été remporté à l'issue d'un appel d'offre d'une durée d'un an. — (awp)

GAZPROM: essuie un revers juridique en Suisse

Le géant russe Gazprom a vu ses actifs dans deux projets de gazoducs gelés par la justice suisse. Les parts du groupe dans les sociétés Nord Stream et Nord Stream 2 resteront bloquées tant que le tribunal cantonal ne se sera pas prononcé sur l'appel de Naftogaz contre la décision de l'office des poursuites local de libérer ces actifs, pouvait-on lire jeudi sur le site de l'opérateur gazier ukrainien. «Le gel des parts a été levé seulement sur la base des affirmations (des deux Nord Stream) que les parts gelées ne se trouvaient pas dans le canton de Zoug – et partant dans la juridiction de l'office des poursuites – et devaient de ce fait être exclues des actifs gelés», affirme Naftogaz. Les deux groupes se livrent une bataille juridique devant les tribunaux de diverses juridictions. Naftogaz prétend se faire rembourser par Gazprom 2,56 milliards de dollars selon l'arbitrage rendu par une Cour de Stockholm fin février. — (awp)

La grève et les licenciements ont été suspendus chez Tamedia

PRESSE. Les deux parties sont d'accord de suspendre ces mesures avec effet immédiat et tant que durera la médiation.

Après trois jours de conflit, la grève chez Tamedia est suspendue dès jeudi minuit. Les deux parties ont accepté la médiation vaudoise. Les licenciements prononcés sont également suspendus.

Les représentants du personnel, en grève depuis mardi 16h00, et Tamedia ont accepté la médiation aux conditions suivantes. Les deux parties sont d'accord de suspendre avec effet immédiat, et tant que dure la médiation, toutes mesures comme licenciements et grèves, a expliqué le Conseil d'Etat vaudois.

Pas de mesure de rétorsion

Les licenciements «notifiés à ce jour sont suspendus», précise également le Conseil d'Etat. La médiation sera conduite par la présidente du gouvernement vaudois Nuria Gorrite et le conseiller d'Etat Philippe Leuba, responsable de l'économie. Une première séance est agendée le lundi 9 juillet.

La médiation a été acceptée à l'unanimité des rédactions en assemblée générale, relèvent les



NURIA GORRITE. La présidente du gouvernement vaudois aura la tâche de conduire la médiation avec Philippe Leuba.

syndicats Impressum et syndicom. Les journalistes grévistes seront de retour au travail dès vendredi 8h ou selon leur horaire. Tamedia s'est engagé à renoncer à toute mesure de rétorsion.

Solidarité et union

«Au fil des trois jours de conflit, la centaine de grévistes s'est tou-

jours montrée solidaire et unie. L'attitude des collaborateurs sera la même tout au long de la période qui s'ouvre maintenant», notent les syndicats dans leur communiqué de presse commun.

«Nous saluons le fait que le dialogue soit renoué et que la grève soit suspendue», a déclaré à

Keystone-ATS Patrick Matthey, porte-parole du groupe. Les journaux paraîtront vendredi à nouveau dans une version réduite.

Pour mémoire, la grève a débuté mardi à 16h00 dans les rédactions de 24 heures, la Tribune de Genève, le Matin et le Matin dimanche, alors que 20 minutes ne prenait pas part au mouvement. Les journalistes demandaient à l'éditeur de ne pas procéder à la suppression du Matin papier et de renoncer aux licenciements prononcés.

«Marque numérique solide avec une rédaction dédiée»

Fin juin, Tamedia a rejeté toutes les alternatives proposées par la rédaction. Il a annoncé 36 licenciements dont 22 dans la rédaction et quatre réductions de temps de travail. L'éditeur Zurichois affirme que le journal a perdu 34 millions de francs au cours des dix dernières années et qu'il veut désormais le développer comme «une marque numérique solide avec une rédaction dédiée». — (awp)

Praxair entreprend une cession «pré-fusion»

GAZ NATUREL. L'américain a cédé au japonais Taiyo Nippon Sanso l'ensemble de sa branche européenne et prépare ainsi le terrain pour sa fusion avec Linde.

Le fabricant de gaz industriel américain Praxair a cédé au japonais Taiyo Nippon Sanso ses actifs européens, pour tenter de satisfaire les autorités européennes de la concurrence, avant sa fusion avec l'allemand Linde, a indiqué ce dernier jeudi.

Le groupe américain Praxair a vendu un paquet d'actifs d'une valeur de 5 milliards d'euros à son concurrent japonais, soit la majeure partie de ses activités au sein de l'Union européenne.

«Nous adoptons une approche constructive pour répondre aux préoccupations réglementaires européennes», a indiqué dans un communiqué Steve Angel, patron de Praxair.

Comme dans toute transaction de cette envergure, l'exécutif eu-

ropéen s'est donné jusqu'au 9 août pour donner ou non son feu vert au mariage Praxair-Linde et le gendarme américain doit également ce prononcer d'ici l'automne.

Au-delà des lignes rouges

Linde avait indiqué en février que les conditions exigées par la Commission européenne allaient au-delà des lignes rouges que s'étaient fixés les deux groupes avant leur fusion, n'excluant pas alors un possible renoncement. Ce rapprochement évalué à 68 milliards d'euros doit donner naissance au leader mondial des gaz industriels, devant le français Air Liquid. Il devra être bouclé d'ici au 24 octobre, selon le droit allemand. — (afp)

Boeing s'empare de la division commerciale du brésilien Embraer

AÉRONAUTIQUE. Une opération à 3,8 milliards de dollars qui renforce sa compétitivité face à son rival européen Airbus.

Le constructeur aéronautique américain Boeing va s'emparer de la totalité des activités civiles de l'avionneur brésilien Embraer pour 3,8 milliards de dollars, une opération qui lui permettra de concurrencer son rival européen Airbus dans le segment des avions régionaux.

Concrètement, Boeing et Embraer ont annoncé jeudi la signature d'un protocole d'accord pour créer une coentreprise, contrôlée à 80% par l'américain et à 20% par le brésilien, chapeautant «la totalité des activités d'Embraer dans les domaines de l'aviation commerciale» qui sont valorisées à 4,75 milliards de dollars.

Cet accord, qualifié de «partenariat», va permettre à Boeing de compléter son offre en intégrant les avions de ligne régionaux de 70 à 150 sièges d'Embraer (ERJ et E2). Cette nouvelle société intégrera en outre les services du constructeur aéronautique brésilien et les activités de développement, de production, de commercialisation et de services après-vente de Boeing, précisent les deux avionneurs dans un communiqué commun.

Cette annonce intervient quelques jours après l'entrée en vigueur du partenariat entre Airbus et le canadien Bombardier qui a permis à l'européen de prendre le contrôle du programme Cseries, concurrent de celui d'Embraer.

Le protocole d'accord entre les avionneurs américain et brési-



DENNIS MUILENBURG. L'entité créée sera directement rattachée au CEO de Boeing.

lien doit néanmoins encore obtenir le feu vert de l'Etat brésilien, qui dispose d'un droit de veto sur les décisions stratégiques pour l'avenir de son fleuron industriel.

«Sous réserve de l'obtention des approbations en temps opportun, la transaction devrait être conclue d'ici à la fin de l'année 2019, soit 12 à 18 mois après la signature des accords définitifs», ont ainsi précisé les deux avionneurs.

Une fois finalisée, cette coentreprise «dédiée à l'aviation commerciale» sera dirigée par une équipe «basée au Brésil, avec à sa tête un président et un directeur général», ont-ils poursuivi. La nouvelle entité sera par ailleurs directement rattachée à Dennis Muilenburg, le CEO de Boeing. «En formant ce partenariat stratégique, nous disposerons d'une position idéale pour apporter une valeur significative aux clients, aux employés et aux actionnaires des deux entreprises, ainsi qu'au

Brésil et aux États-Unis», a commenté M. Muilenburg, cité dans le communiqué.

Troisième avionneur mondial avec près de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 16.000 employés, Embraer, privatisé en 1994, est un des joyaux industriels du Brésil avec non seulement une gamme d'avions civils, militaires, mais encore de jets d'affaires.

Au Brésil, lors des discussions préliminaires, des voix s'étaient élevées pour qu'un tel accord n'inclue pas les activités militaires d'Embraer.

«Vertueux» pour le Brésil

Dans ce domaine, Boeing et Embraer ont annoncé qu'ils étaient convenus de créer une «autre coentreprise pour promouvoir et développer de nouveaux marchés et de nouvelles applications pour les produits et services de défense, et tout particulièrement l'avion multi-missions KC-390», développé par Embraer pour le transport militaire.

Pour Embraer, l'opération permettra de bénéficier de la force de frappe commerciale de Boeing.

«L'accord conclu avec Boeing donnera naissance au partenariat stratégique le plus important de l'industrie aéronautique et renforcera le leadership des deux sociétés sur le marché mondial», a réagi Paulo Cesar de Souza e Silva, CEO d'Embraer.

«Le rapprochement de nos activités avec Boeing devrait créer un cycle vertueux pour l'industrie aéronautique brésilienne en augmentant son potentiel de ventes et sa production», a-t-il également souligné.

Le communiqué précise par ailleurs que cette opération devrait améliorer le bénéfice par action de Boeing à partir de 2020 et devrait générer des économies de coûts avant impôts d'environ 150 millions de dollars d'ici la troisième année.

POUR EMBRAER, L'OPÉRATION PERMETTRA DE BÉNÉFICIER DE LA FORCE DE FRAPPE COMMERCIALE DE BOEING.

«Ce partenariat stratégique constitue une évolution naturelle de la collaboration de longue date entre Boeing et Embraer au fil d'une série d'initiatives aéronautiques couvrant près de trois décennies», a indiqué Greg Smith, directeur financier et directeur de la performance et de la stratégie de Boeing.

Il estime que cela correspond enfin «pleinement à la stratégie d'entreprise de Boeing, qui consiste à rechercher des opportunités d'investissement stratégiques qui démontrent une valeur réelle et permettent d'accélérer nos plans de croissance organique». — (afp)

ITALIE: Generali cède 89,9% de son portefeuille allemand d'assurance vie à Viridium

L'assureur italien Generali a annoncé jeudi son intention de céder 89,9% de son portefeuille vie allemand, estimé à 1 milliard d'euros, à Viridium, spécialiste de la gestion de portefeuilles d'assurance en Allemagne. «Generali lance la cession de 89,9% de Generali Leben en Allemagne, société évaluée à 1 milliard d'euros, pour un rapport global prévu allant jusqu'à 1,9 milliard d'euros», annonce Generali dans un communiqué. «Il a été négocié un partenariat industriel innovant avec Viridium Gruppe pour la gestion du portefeuille Vie de Generali Leben», précise Generali. Generali Leben détient 36% du marché de l'assurance vie en Allemagne. Viridium est contrôlé par Cinven, basée à Londres, et par Hannover Re. — (afp)

POLITIQUE

Le secteur de l'énergie n'est pas rassuré par la numérisation

SERVICES INDUSTRIELS. Près de deux tiers des acteurs du secteur estiment être «en retard» par rapport à d'autres domaines.

Les fournisseurs d'énergie et d'électricité suisses perçoivent de plus en plus la numérisation comme une menace, même s'ils voient là aussi des opportunités. Ils concèdent toutefois qu'ils sont en retard par rapport à d'autres domaines en ce qui concerne la numérisation.

La numérisation est davantage perçue comme une opportunité qu'en 2017, mais la proportion des services industriels qui estiment que c'est une menace a augmenté de 10% à 16%, relève jeudi le cabinet d'audit et de conseil EY en publiant les résultats de l'étude des services industriels 2018. Cette tendance est inverse à celle de l'Allemagne.

Coût sous-estimé

Près de deux tiers (62%) des acteurs du secteur énergétique suisse interrogés estiment être «en retard» par rapport à d'autres domaines. Ils sont toutefois plus d'un sur trois (38%) à s'estimer «plus avancés que la moyenne» dans les applications de la numérisation parmi les fournisseurs locaux.

«Les services industriels ont majoritairement relevé le défi» et «accordent une grande impor-



BENJAMIN TEUFEL. La transformation du secteur progresse à des vitesses différentes, mais concerne quasiment tous les autres secteurs, selon le responsable énergie chez EY Suisse.

tance aux technologies et applications numériques», observe dans le communiqué Benjamin Teufel, responsable du secteur de l'énergie chez EY Suisse. Ces dernières doivent notamment permettre d'améliorer l'efficacité interne, de créer davantage de liberté d'action, de soutenir de futurs modèles économiques et de s'occuper davantage des besoins des clients, liste-t-il.

Concrètement, près de la moitié des services industriels de Suisse (48%) envisagent d'installer la métrologie associée dans le cadre de l'équipement généralisé avec des stations de mesure intelligente. Un tiers environ (37%) ont déjà commencé le déploiement en masse et 15% le mettront en oeuvre avant fin 2018, deux chiffres en hausse «significative» par rapport à 2017, souligne EY.

La charge administrative (71%) et l'absence de ressource informatiques internes suffisantes (69%) sont considérées comme les principales entraves à la transformation numérique. Les incertitudes juridiques ou le niveau d'investissement jouent quant à eux un rôle secondaire.

Une conception de marché manquant de clarté et incomplète, l'ouverture totale et de nouveaux concurrents sont perçus comme les risques les plus importants à l'heure actuelle, explique Benjamin Teufel, soulignant néanmoins que «le risque de baisse du prix de l'énergie ne joue apparemment plus de rôle majeur.» Plus de quatre entreprises interrogées sur cinq (81%) estiment que le coût global de la stratégie énergétique 2050 pour la population et les entreprises constitue l'un des aspects les plus sous-estimés de cette dernière. La transformation du secteur mise en place progresse à des vitesses différentes, mais concerne quasiment tous les secteurs économiques, affirme M. Teufel.

Pour son étude, EY a interrogé des directeurs de 73 entreprises suisses, 19 autrichiennes et 101 allemandes. – (awp)

Les systèmes d'alerte nettement améliorés

ROAMING. Comparis salue les efforts réalisés en Suisse afin d'éviter les factures de téléphonie exorbitantes lors de voyages à l'étranger. Les grands opérateurs ont «considérablement développé leurs systèmes d'alerte» mettant en garde face aux frais d'itinérance (roaming), écrit jeudi le comparateur en ligne. «Des factures d'un montant à quatre chiffres au retour des vacances à l'étranger, une époque désormais révolue», affirme Comparis. Les grands opérateurs ont aujourd'hui tous mis en place des systèmes d'alerte ou de blocage de la consommation afin de préserver les utilisateurs de mauvaises surprises.

Comparis a observé les pratiques de Quickline, Salt, Sunrise, Swisscom, UPC et Wingo. Le système d'alerte est «plus ou moins élaboré». Mais d'une façon générale, surfer sur le net avec un téléphone mobile s'accompagne d'une série d'alertes SMS de l'opérateur habituel, observe Comparis.

Swisscom, par exemple, envoie automatiquement des notifications SMS par paliers de 50 francs. Les clients peuvent par ailleurs modifier en tout temps les options de notification selon leurs préférences. Les autres opérateurs ont aussi mis en place leur propre système d'alerte, dont les modalités varient selon les cas.

Par ailleurs, les blocages automatiques pour éviter les dépassements involontaires fonctionnent bien. UPC, par exemple, a fixé le blocage automatique de l'itinérance de données à 100 francs. Tous les opérateurs donnent cependant à leurs clients la possibilité de modifier la limite de blocage, selon leurs préférences, dans le cockpit en ligne.

Européens mieux lotis

Les communications vocales sont elles aussi concernées par les mécanismes de sécurité. Il reste toutefois un piège, prévient Comparis. La prolongation automatique des solutions en «package».

Par exemple, Sunrise prolonge son option Travel Talk à la fin du mois pour le mois suivant. «Les personnes qui achètent un pack roaming devraient donc impérativement étudier les mentions en petits caractères et désactiver la prolongation automatique», conseille Jean-Claude Frick, expert numérique chez Comparis. Reste que les Suisses continuent de payer une prestation qui n'est plus facturée aux Européens. Les frais d'itinérance ont été supprimés dans l'UE et l'EEE en juin 2017. Cela ne concerne pas encore la Suisse, dont les utilisateurs de téléphones portables et de tablettes doivent continuer de payer pour utiliser les réseaux étrangers. – (awp)

Accord bilatéral actualisé

ASSURANCES. Les assureurs ne doivent désormais plus utiliser que le test suisse pour calculer le capital garantissant la solvabilité. La Suisse et l'Union européenne ont actualisé mardi l'accord bilatéral, a communiqué le Département fédéral des finances.

Les décisions ont été prises par le comité mixte. L'accord permet aux assureurs du secteur non-vie (assurances ménage, véhicules automobiles, voyage ou responsabilité civile) d'établir et d'exploiter des succursales en Suisse et dans l'UE. Il fixe une série d'exigences, notamment concernant le capital.

Berne et Bruxelles ont modernisé ces dernières années leur système de calcul de la solvabilité. La Suisse a introduit le test SST en 2011 et l'UE applique depuis le 1^{er} janvier 2016 la directive Solvabilité II. L'accord actualisé tient compte de cette évolution.

Les assureurs suisses non-vie et l'autorité de surveillance FINMA ne devront désormais utiliser que le SST pour calculer le capital garantissant la solvabilité. En raison des élargissements de l'UE depuis 2001, la liste des formes juridiques admises pour les entreprises d'assurance et le taux de conversion entre l'euro et le franc ont en outre été modifiés. – (ats)

Hausse du soutien des Suisses à un accord-cadre avec l'UE

Les partisans de l'UDC sont les plus réfractaires: seuls 18% soutiennent un tel accord.

L'approbation d'un accord-cadre avec l'Union européenne a légèrement augmenté au cours des six derniers mois. Selon une enquête menée en juin, 49% des Suisses interrogés se disent clairement ou plutôt en faveur d'un tel accord. Au début de l'année, ils étaient 45%.

La Suisse devrait-elle conclure un accord-cadre institutionnel avec l'UE? Selon une enquête menée en ligne auprès de 14.900 personnes sur les sites Internet des publications Tamedia, 43% des sondés disent clairement «non» ou «plutôt non».

La gauche enthousiaste

En janvier, ils étaient encore 48%; 8% restent indécis. L'étude a été publiée hier dans les journaux de l'éditeur zurichois, y compris 24 heures et Tribune de Genève, qui paraissent toutefois jeudi amaigris en raison de la grève menée par les rédactions romandes.

Selon cette étude, les électeurs des partis de gauche sont ceux qui soutiennent le plus cet accord-cadre. Trois sympathisants sur quatre du Parti socialiste et des Verts ont répondu «oui» ou «plutôt oui» à la question de l'ac-

cord. L'approbation est significativement plus faible chez les PLR (55%) et les PDC (56%). Les partisans de l'UDC sont les plus réfractaires: 18% soutiennent un tel accord.

Concernant la libre circulation des personnes, 56% des sondés soutiennent cet accord. En revanche 40% le désapprouvent et souhaitent qu'il soit dénoncé. Quelque 4% n'ont pas d'avis sur la question.

PRINCIPAL POINT D'ACHOPPEMENT DANS LES NÉGOCIATIONS: LES EUROPÉENS S'INSURGENT CONTRE LA RÈGLE QUI OBLIGE LES ENTREPRISES EUROPÉENNES À ANNONCER UNE SEMAINE À L'AVANCE LEURS MISSIONS EN SUISSE ET À S'ACQUITTER D'UNE CAUTION.

L'enquête a été menée du 21 au 22 juin. Les résultats ont été pondérés. La marge d'erreur est de 1,5%, écrit Tamedia.

La Suisse négocie actuellement avec l'Union européenne les termes d'un éventuel accord-cadre pour assurer l'harmonisation du droit.

Accord à l'automne

Aujourd'hui, le réseau contractuel comprend une vingtaine d'accords bilatéraux principaux

et plus de 100 autres contrats. Le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis, espère qu'un accord sera trouvé cet automne. Principal point d'achoppement des négociations: les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Les Européens s'insurgent surtout contre la règle dite des huit jours qui oblige les entreprises européennes à annoncer une semaine à l'avance leurs missions en Suisse et à s'acquitter

d'une caution. Ils souhaitent que Berne les abandonne au profit de la nouvelle directive européenne sur les travailleurs détachés. En revanche, pour le Conseil fédéral, il s'agit d'une ligne rouge. Le gouvernement a décidé mercredi de recueillir cet été l'avis des acteurs du terrain sur le sujet. Le Département de l'économie organisera les discussions avec le Département des affaires étrangères et celui de justice et police. – (ats)

EPF: taxes d'études moindres que prévu

Les taxes d'études des Ecoles polytechniques fédérales augmenteront de 300 francs par an contre les 500 prévus initialement. La hausse interviendra progressivement sur deux ans dès l'automne 2019. Le Conseil des EPF annonce jeudi dans un communiqué qu'il revoit en partie sa copie. Hausse il y aura, mais elle sera moindre que prévu. Une décision prise après deux procédures de consultation, l'une au sein du domaine des EPF et l'autre auprès des offices fédéraux. Le Conseil dit aussi avoir discuté avec des représentants de différents partis et rencontré des étudiants des deux EPF. Il ajoute avoir effectué des clarifications en interne «concernant les mesures de soutien aux étudiants». Concrètement, les taxes annuelles d'études dans ces deux écoles coûteront 1460 francs par an dès le semestre d'automne 2020. – (ats)

TRANSPORTS: les coûts occultes actualisés

Le prix d'un trajet en voiture, en train ou en avion ne couvre pas tous les coûts. Les transports ont des répercussions sur l'environnement ou sur la santé. La Confédération a actualisé son estimation de ces coûts. De 2010 à 2015, ils ont augmenté de 12 à 12,8 milliards de francs. Le transport routier privé reste celui dont les coûts non couverts sont les plus importants: 9,2 milliards. Les principales sources sont la pollution et le bruit, a indiqué l'Office fédéral du développement territorial. La facture atteint 1,2 milliard dans le transport aérien (émissions de CO₂). Elle est de 1,1 milliard pour le transport ferroviaire, de 250 millions pour les bus, tram et d'à peine 100 millions pour la navigation. – (ats)

Emploi infopub@agefi.com

Spécialiste en marketing prêt pour son nouveau défi:

- ✓ **Économiste d'entreprise diplômé ES** avec des spécialisations en communication et marketing (CREA Genève et SAWI Lausanne pour les formations en Marketing Digital)
 - ✓ **Spécialiste senior en Communication & Marketing** avec longue et large expérience, gestion d'équipe
 - ✓ De très bonnes connaissances en **Management et Gestion des projets** dans les domaines marketing, communication interne et externe, au niveau Suisse
 - ✓ **Bilingue Suisse-allemand/Français, Anglais**
- Contact : a.w.zuber@bluewin.ch, 078 405 59 53
Au plaisir de se rencontrer. Adrian Zuber

L'embellie continue en Suisse romande

CONJONCTURE. Pour la Romandie, l'indicateur de l'Institut d'économie appliquée (Créa) de l'Université de Lausanne pointe à 101,2 points (+0,8 point sur six mois).

La bonne dynamique des économies romande et suisse se poursuit à l'entame du troisième trimestre, selon l'Institut d'économie appliquée (Créa) de l'Université de Lausanne. Pour la Romandie, son indicateur conjoncturel pointe à 101,2 points (+0,8 point sur six mois), alors que celui de l'ensemble du pays grappille à peine 0,1 point à 101,4 points, son plus haut niveau depuis fin mars 2011. L'indice conjoncturel pour la Suisse romande a ainsi repris un peu du terrain perdu par rapport à l'indicateur pour l'ensemble de la Suisse, note jeudi le Créa dans son bulletin conjoncturel. L'embellie intervenue dans la partie francophone du pays reflète les améliorations enregistrées dans tous les cantons, à l'exception du Valais, dont l'indice s'est quelque peu affaibli au regard du premier trimestre.

Dans l'ensemble, l'institut de l'Université de Lausanne a observé une nouvelle augmentation des exportations romandes au 1^{er} trimestre, notamment à la faveur des envois genevois, lesquels représentent près du tiers (33,5%) des livraisons de la Suisse romande. Celles des cantons de Fribourg et de Neuchâtel ont également apporté leur soutien.

Hausse des exportations

Les chercheurs vaudois signalent la vigoureuse hausse des exportations de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (+11,1%), ainsi que celles de produits chimiques et pharmaceutiques (+9,2%). L'industrie horlogère romande a aussi affiché une belle tenue en matière d'envois à l'étranger, présentant une progression de 6,7%. — (awp)

INFLATION: stagnation de l'indice des prix à la consommation en juin

L'inflation a fait du surplace au cours du mois de juin en Suisse. L'indice des prix à la consommation est resté stable sur un mois à 102,1 points, selon les données publiées jeudi par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Sur une année, le renchérissement s'est étoffé de 1,1%. La stagnation mensuelle de l'indice est imputable à des tendances opposées qui se sont compensées dans l'ensemble, précise l'OFS. Les prix ont augmenté pour les voyages à l'étranger, les légumes-fruits et les carburants, alors que l'habillement, les chaussures et les transports aériens enregistrent un recul. Les produits importés ont soutenu l'inflation, avec une hausse 3,3% sur un an, tandis que la progression s'est révélée minimale pour les produits indigènes (+0,4%). En comparaison mensuelle, les deux catégories sont restées stables. — (awp)

HÔTELLERIE: nuitées en hausse de 2,6% en mai

Les hôteliers suisses ont accueilli 2,86 millions de visiteurs en mai, une augmentation de 2,6% par rapport au même mois de l'année précédente. De janvier à mai, la hausse atteint 3,6% à 14,77 millions de nuitées, portée surtout par les trois premiers mois. Les Suisses ont généré en mai environ 1,16 million de nuits passées dans les 3931 hôtels ouverts à cette période, contre près de 1,14 million un an plus tôt (+2,1%), selon les chiffres publiés jeudi par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les hôtes étrangers ont, eux, totalisé un peu moins de 1,7 million de nuitées, contre 1,65 million en mai 2017 (+2,8%). Les visiteurs en provenance d'Allemagne ont été les plus nombreux, avec 279.413 nuitées pendant le mois sous revue. Ils sont suivis par des voyageurs venus des Etats-Unis (193.505), d'Inde (187.571) et de Chine (sans Hong Kong, 119.097), tous en progression. — (awp)

L'industrie pharmaceutique a poursuivi sa croissance

SUISSE. Le secteur a exporté des produits à hauteur de 84 milliards de francs, une hausse de 4,3% en 2017.

Moteur des exportations helvétiques, l'industrie pharmaceutique a poursuivi sa croissance l'an dernier. Contribuant à plus du tiers (38%) de l'ensemble des envois, la branche a exporté des produits à hauteur de 84 milliards de francs, 4,3% de plus qu'en 2016. L'Europe a continué de représenter son principal client, avec une part supérieure à la moitié du total.

Si le Vieux continent demeure le premier débouché des exportations de produits pharmaceutiques suisses, devant les Etats-Unis, un glissement est observable à long terme, ressort-il de l'édition 2018 du «Marché suisse des médicaments», publiée jeudi par Interpharma. Alors que les envois vers l'Europe atteignaient encore 62% du total en 1990, ils se sont inscrits à 52% l'an dernier.

En revanche, la part des exportations vers les Etats-Unis a plus que doublé depuis 1990, passant de 8% à plus de 21% en 2017, poursuit l'association faitière. Inversement, la part des envois vers le Japon a nettement diminué, passant sur la période considérée d'un peu plus de 10% à 4%.

Par contre, les grands pays émergents dits BRIC - à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine -



L'Europe a continué de représenter le principal client des exportations, avec une part supérieure à la moitié du total.

réunissent une part croissante des exportations de médicaments. En l'espace d'un peu plus de 25 ans, celle-ci a largement triplé pour s'établir à 8%.

Gros investissements

Sur le plan de l'emploi, la branche recensait en 2016 quelque 45.500 emplois directs à temps plein. En dépit des restructurations et autres cessions, cet effectif représentait 0,9% de la population active en Suisse. S'y ajoutaient encore 181.000 salariés oeuvrant indirectement pour la branche

au sein de fournisseurs de prestations intermédiaires.

Depuis 1980, l'emploi dans l'industrie pharmaceutique a progressé quasiment chaque année et a pratiquement doublé depuis 1995, après une évolution négative au début des années 1990. Celle-ci reflétait une conjoncture difficile à l'époque et des changements structurels, avec entre autres la fusion de Ciba-Geigy et Sandoz en 1996, qui a donné naissance à Novartis. Entre 1996 et 2016, la croissance annuelle de l'emploi s'est inscrite à 4,4%, qua-

tre fois plus que celle de l'économie globale.

L'an dernier, les 24 entreprises membres d'Interpharma ont investi plus de 6,8 milliards de francs dans leurs activités de recherche et développement (R&D) en Suisse. Ce montant, qui témoigne de l'importance du site industriel suisse, représente le double du chiffre d'affaires dégagé dans le pays. Au niveau global, ces dépenses ont culminé à 96 milliards.

Les laboratoires dont le siège principal est établi en Suisse, tels que Novartis et Roche, mais aussi ceux basés à l'étranger, comme l'américain Johnson & Johnson, ont consenti d'importants investissements en matière de R&D. De plus, les firmes membres d'Interpharma ont dépensé une somme supérieure au demi-milliard de francs dans des installations telles qu'appareils, machines, équipements de bâtiments et d'entreprises («investissements productifs»). Contribuant à l'accroissement des effectifs, ces investissements se sont aussi traduits au niveau des dépôts de brevets en Suisse. Fondée en 1993 et établie à Bâle, Interpharma représente l'association faitière des entreprises pharmaceutiques pratiquant la recherche en Suisse. — (awp)

Le marché suisse de l'emploi conserve son fort dynamisme

L'informatique demeure la branche la plus prisée. Le bond des offres d'emplois sur un an s'y établit à 24%.

L'essor du secteur se maintient, selon le baromètre Swiss Job Market Index d'Adecco publié jeudi en partenariat avec l'Université de Zurich. Le nombre d'offres s'affiche en hausse de 6%

au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante en 2017 et en progression de 2% par rapport au trimestre précédent.

Comme lors des trimestres précédents, l'informatique reste la branche la plus prisée. Le bond des offres d'emplois sur un an s'y établit à 24%. Les places à repouvoir dans l'organisation et le management (+23%) prennent aussi l'ascenseur.

Les auteurs de l'étude expliquent l'évolution dans ces secteurs par l'optimisation des processus et l'automatisation en cours dans les entreprises. «Le personnel ayant des compétences en informatique et en management est très recherché», souligne dans le communiqué Nicole Burth, directrice générale d'Adecco Suisse.

Le secteur de l'industrie et des transports enregistre également une nette augmentation (+13%). Elle est due surtout à la hausse de la demande pour le personnel technique qualifié, notamment dans la métallurgie, le secteur des machines et l'électronique.

Le renforcement de la demande est le plus fort dans la région lémanique, et ce pour le troisième trimestre consécutif. Les offres d'emploi y ont encore augmenté

de 7% par rapport au premier trimestre de l'année. Et sur douze mois, elles bondissent de 20%.

Hausse significative à Zurich

Pour la région zurichoise, l'augmentation se situe à 6% sur douze mois, à 3% en Suisse orientale et à 4% dans l'Espace Mittelland. L'augmentation dans l'agglomération zurichoise est particulièrement significative car cette région fournit environ un tiers de l'ensemble des offres d'emplois. Les difficultés du secteur des médias se manifestent clairement dans ce nouveau baromètre. Ainsi, pour ce dernier relevé, les offres d'emplois publiées dans la presse écrite ne pèsent plus assez lourd pour intervenir dans les calculs de l'indice.

Celui-ci a été calculé sur la base du dépouillement des offres d'emploi publiées dans 90 journaux et annonceurs, d'une douzaine de sites internet et de 1300 sites d'entreprises.

Pénurie de spécialistes

Par ailleurs, les perspectives dans les technologies de l'information et de la communication (ICT) s'annoncent au beau fixe. Selon l'association faitière suisse Swico,

les entreprises du secteur tablent sur une hausse de la croissance et de la rentabilité au 3^e trimestre. L'indice ICT de Swico affiche certes un recul de 4,8 points par rapport au trimestre précédent mais se situe toujours nettement au-dessus du seuil de croissance, à 114,9 points, un niveau qualifié d'élevé.

Une exception notable: les services informatiques. L'indice de ce sous-secteur chute de 10 points par rapport au 2^e trimestre et passe dans le rouge (croissance non rentable). Les secteurs des logiciels, de la technologie informatique et du conseil sont en revanche en expansion.

Pour l'ensemble de la branche ICT, la situation se présente de façon «très positive» au niveau des commandes. Cependant, dans le même temps, les coûts d'investissement et d'exploitation devraient renchérir.

Par ailleurs, les effectifs et le nombre de postes vacants vont augmenter. «Pour tous les secteurs de l'ICT, le plus gros défi consiste à trouver du personnel qualifié», souligne Swico. L'effort est d'autant plus important que la nouvelle loi européenne sur la protection des données génère un surcroît de travail. — (awp)

AGEFI Partenaire

Numerik Games Festival
Performance
Musique
www.numerik-games.ch
24-26.8.2018 Yverdon-les-Bains

Numerik Games Festival, c'est la manifestation tout public dédiée à la culture numérique.

Résolu à vous en mettre plein les yeux, Numerik Games Festival aspire à valoriser le digital sous toutes ses formes : musicale, culturelle, artistique, patrimoniale, économique et académique.

Petits ou grands, geeks ou pas geeks, passionnés ou simplement curieux, le Festival vous réserve un programme débordant d'originalité. Entre concerts, performances, spectacles et ateliers, vous allez vous régaler !

Découvrez tout le programme et réservez vos billets sur: numerik-games.ch

Merkel se dit prête à une baisse des taxes

AUTOMOBILE. Cette surprenante déclaration s'écarte à première vue des négociations officielles avec les Etats-Unis, censées être réservées à l'UE.

Angela Merkel s'est dite «prête» jeudi à négocier une baisse généralisée des taxes sur l'automobile, répondant à une proposition faite par Washington aux constructeurs allemands et ouvrant un nouveau scénario pour sortir du conflit commercial. «C'est une option que je peux imaginer», a déclaré la chancelière, à condition de trouver «une position européenne commune» et d'impliquer «tous les pays avec lesquels nous commercialisons des voitures». Surprenante, cette déclaration s'écarte à première vue des négociations commerciales officielles avec les Etats-Unis, censées être réservées à la Commission européenne, dont le président Jean-Claude Juncker se rendra avant la fin du mois à Washington. Elle intervient par ailleurs dans un contexte épineux, puisque les Etats-Unis et la Chine s'apprêtent à durcir leur bras de fer commercial vendredi, avec l'entrée en vigueur de taxes réciproques sur des dizaines de milliards de dollars de marchandises.



Angela Merkel a balayé hier toute solution négociée directement avec les Etats-Unis.

La déclaration de Mme Merkel part d'une initiative américaine: mercredi soir, l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Richard Grenell, a ouvert un canal inhabituel en conviant directement les patrons des trois constructeurs allemands Volkswagen, Daimler et BMW, ainsi que de l'équipementier Continental. A ce secteur clé, qui emploie 800.000 personnes en Allemagne, M. Grenell a offert un accord: si Bruxelles et Washington ouvrent la discussion sur l'abandon de leurs taxes actuelles sur

l'automobile, alors les Etats-Unis renonceraient à relever à 20% leurs droits de douane sur les voitures européennes. «C'est du poker», commente Ferdinand Dudenhöffer, analyste du Center Automotive Research, pour qui la présidence américaine s'affranchit délibérément de la diplomatie traditionnelle pour s'offrir «un maximum de publicité». Dès jeudi matin, le patron de la chambre commerciale et d'industrie allemande DIHK Martin Wansleben a applaudi l'offre de Washington en estimant qu'il valait «mieux discuter d'une baisse des taxes plutôt que poursuivre l'escalade».

Berlin en première ligne

«C'est ce qu'on défend depuis trois ans et demi», a renchéri la fédération automobile VDA, qui milite pour lever les obstacles «tarifaires et non-tarifaires», notamment les normes environnementales ou sécuritaires, au commerce des voitures. L'UE impose actuellement 10% de

droits de douane aux véhicules importés des Etats-Unis – y compris ceux fabriqués par des constructeurs européens – tandis que les Etats-Unis taxent à 2,5% les importations de voitures et à 25% celles des camionnettes et pick-up. Aucun constructeur allemand n'a officiellement commenté la proposition américaine, mais elle ressemble beaucoup à celle formulée la semaine dernière par BMW dans une lettre au Secrétaire américain au Commerce. «Lever à la fois les taxes américaines et européennes sur l'automobile est entièrement dans l'intérêt des constructeurs allemands et leur permettrait d'économiser un milliard d'euros par an», écrivait le groupe munichois, promettant des «économies semblables pour les constructeurs américains». A l'inverse, calculait fin mai l'institut économique Ifo, une augmentation des taxes américaines sur les voitures coûterait 5 milliards d'euros à l'Allemagne, soit

0,16 point de PIB, plaçant ce pays en première ligne des menaces de Washington sur l'automobile. Soucieuse de défendre son industrie sans rompre l'unité que les Européens s'efforcent d'afficher, Mme Merkel a balayé jeudi toute solution négociée directement avec les Etats-Unis. Non seulement «nous devons trouver un accord européen» sur le sujet, mais il faut aussi «assurer l'égalité de traitement de tous les partenaires commerciaux», a insisté Mme Merkel, renvoyant aux règles de l'Organisation mondiale du commerce. La Commission européenne s'est de son côté gardée de tout commentaire sur les offres qui seront présentées par M. Juncker à Washington. La commissaire au Commerce Cecilia Malmström a néanmoins «mentionné parmi les options à l'étude un accord plurilatéral en matière d'automobile», lors d'une rencontre mercredi avec les ambassadeurs des Etats-membres. – (afp)

Une guerre commerciale pèserait sur la croissance

BOE. Une guerre commerciale entre les Etats-Unis et ses partenaires pourrait coûter plusieurs points de croissance à l'économie mondiale, a mis en garde jeudi le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Mark Carney. Selon les prévisions de l'institution, «une augmentation des droits de douane de dix points entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux pourrait coûter 2,5 points de PIB aux Américains et un point de PIB à l'économie mondiale (sur trois ans), et cela à travers le seul aspect commercial», a relevé Mark Carney, alors que de nouvelles taxes américaines sur des produits importés chinois doivent entrer en vigueur vendredi. D'après le gouverneur, il faudrait également ajouter à cette estimation les «effets indirects», notamment sur la confiance des investisseurs et des consommateurs et sur les conditions financières, a-t-il précisé lors d'un discours à Newcastle. – (afp)

ÉTATS-UNIS: chiffres contradictoires sur l'emploi

Des données sur l'emploi aux Etats-Unis publiées hier ont fait apparaître une tendance mitigée mais la situation à long-terme reste bonne comme devraient le confirmer les chiffres pour juin qui seront publiés aujourd'hui. Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage ont ainsi progressé davantage que ne s'y attendaient les analystes, selon le Département du travail. En données corrigées des variations saisonnières, le ministère a recensé 231.000 demandes d'allocations chômage pour la semaine close le 30 juin, soit une hausse de 3000 par rapport à la semaine précédente sur une base révisée (228.000 au lieu de 227.000). Les analystes prévoient une très légère baisse à 225.000. La moyenne des inscriptions hebdomadaires au chômage sur quatre semaines s'est établie à 224.500, soit une progression de 2250 par rapport à la même période la semaine précédente. Sur un an, les demandes d'allocations chômage sont en baisse de 8%. Par ailleurs, l'enquête mensuelle du cabinet ADP sur les embauches dans le secteur privé a fait apparaître une légère baisse en juin par rapport à mai à 177.000 contre 189.000 (chiffre révisé en hausse par rapport aux 178.000 annoncés initialement). Les analystes s'attendaient à 180.000 embauches dans le secteur privé. – (afp)

RUSSIE: ventes de voitures en hausse de 10,8% en juin

Le marché automobile russe, qui s'était violemment effondré entre 2013 et 2016, a poursuivi sa reprise en juin avec une hausse de 10,8% sur un an des ventes de voitures neuves, selon les chiffres publiés mardi par les constructeurs. Selon l'Association of European Businesses (AEB), les ventes de véhicules neufs légers et utilitaires se sont élevées le mois dernier à 156.351 unités en Russie. Le directeur du comité automobile de l'AEB Joerg Schreiber a toutefois relevé dans un communiqué que «le rythme de la reprise en juin s'est quelque peu essoufflé par rapport à ce qui s'est vu cette année», a-t-il poursuivi. «Dans l'ensemble, la première moitié 2018 a été un succès pour le marché automobile russe et il y a de bonnes raisons de croire que la tendance positive va se poursuivre dans les prochains mois», a-t-il ajouté. Le marché automobile russe, dans lequel les grands constructeurs mondiaux avaient massivement investi en période de croissance, a diminué de plus de moitié entre 2012 et 2016. Sensible à l'évolution du taux de change et du pouvoir d'achat, il a particulièrement pâti de la crise causée par la chute des prix du pétrole et les sanctions liées à la crise ukrainienne. – (afp)

Londres envisage un alignement sur les règles douanières de l'UE

BREXIT. Cette perspective provoque la colère des eurosceptiques. Downing Street rassure.

La Première ministre Theresa May envisage un alignement sur les règles douanières de l'UE pour l'après-Brexit, rapportait la presse britannique, provoquant la colère des eurosceptiques à la veille d'une réunion du gouvernement britannique consacrée au sujet. Selon la revue *The Spectator*, cet alignement concernerait le commerce des biens, y compris provenant du secteur agroalimentaire, et «ne permettrait pas au Royaume-Uni» de signer avec les Etats-Unis l'accord commercial ambitieux dont il rêve pour réussir l'après-Brexit. «Si c'est vrai, cela priverait l'économie britannique de tous les avantages du Brexit», a réagi le député conservateur Owen Paterson. «Nous serions hors d'Europe mais toujours dirigés par l'Europe».

Accord avec les Etats-Unis sera toujours possible

Alors que les critiques affluaient, Downing Street a affirmé qu'il était «catégoriquement faux de laisser entendre que nous ne serons pas en mesure de conclure

un accord commercial avec les Etats-Unis». De quoi donner le ton de la réunion prévue aujourd'hui à Chequers, la résidence de campagne de Mme May. Loin de s'annoncer comme une aimable mise au vert, cette rencontre risque d'être orageuse entre les partisans du maintien d'une relation commerciale étroite avec l'UE et les supporters d'un divorce sans concession sous l'oeil attentif de Bruxelles qui exige une position claire du Royaume-Uni. Les «Brexiters» devraient défendre la solution dite de «facilitation maximale». Elle intègre la mise en place de contrôles douaniers entre le Royaume-Uni et l'UE, et en particulier entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Mais ils proposent de s'appuyer sur des solutions technologiques pour conserver la fluidité des échanges et éviter le spectre d'embouteillages aux frontières. Partisans d'une ligne dure face à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson et le ministre du Brexit David Davis devraient défendre cette option.

Face à eux les ministres des Finances, Philip Hammond, et de l'Industrie, Greg Clark, veulent la solution plus «douce» d'un partenariat douanier inédit: le Royaume-Uni percevrait les taxes douanières au nom de l'UE pour les biens transitant sur son territoire mais destinés au marché des 27. Cette option aurait l'avantage d'éviter l'instauration de douanes en bonne et due forme entre le Royaume-Uni et le continent. Depuis Berlin où elle rencontrait son homologue allemande Angela Merkel, Theresa May a promis jeudi que la réunion de Chequers «fixerait une voie pour avancer afin de permettre aux négociations d'accélérer». Mme May a reçu un coup de pouce du chancelier autrichien, Sebastian Kurz, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, qui a proposé de prolonger les négociations pour empêcher un Brexit sans accord de divorce. «Si nous ne parvenons pas à une solution, alors je plaide pour que l'on poursuive les négociations afin d'éviter un Brexit dur», a déclaré M. Kurz à Vienne. – (afp)

Directive «ACTA 2» rejetée

INTERNET. Le Parlement européen a rejeté hier la réforme européenne du droit d'auteur, un texte ardemment défendu par les créateurs, les artistes ou les éditeurs de presse, mais auquel les géants du numérique ou les militants de la liberté sur internet étaient opposés. Sur 627 eurodéputés présents dans l'hémicycle européen à Strasbourg, 318 se sont prononcés contre le texte, 278 pour et 31 se sont abstenus. Ce vote signifie que le Parlement ne peut pas encore entamer des négociations sur cette réforme avec les Etats membres et la Commission. L'objectif principal de cette réforme, proposée par la Commission européenne en septembre 2016, est de moderniser le droit d'auteur à l'ère de la révolution numérique, la dernière législation sur le sujet remontant à 2001. L'idée est d'obliger les plateformes, comme Youtube par exemple, à mieux rémunérer les créateurs de contenus (article 13). Le texte les rendrait aussi légalement responsables pour le contenu mis en ligne par les utilisateurs. – (afp)

AGEFI

ADRESSE CENTRALE:
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.
Route de la Chocolatière 21
Case postale 61 – 1026 Echandens-Denges
Tél. +41 (0)21 331 41 41
Fax +41 (0)21 331 41 10
agefi@agefi.com

Zurich:
Postfach 24 – 8032 Zurich
Tél. +41 (0)44 254 39 20

Genève:
Rue des Bains 26 – 1205 Genève
Tél. +41 (0)21 331 41 41

Président du conseil d'administration:
Raymond Loretan

Rédacteur en chef:
Luc Petitfrère – 021 331 41 24

Chef d'édition:
Johan Friedli – 021 331 41 84

RÉDACTION: redaction@agefi.com
Christian Affolter – 021 331 41 85
Marchés, entreprises
Maude Bonvin – 021 331 41 41
Politique, entreprises
Elsa Floret – 022 552 33 29
Entreprises, place financière
Marine Humbert – 021 331 41 54
Web, multimédia
Stéphanie Giroud – 021 331 41 54
Web, multimédia
Matteo Ianni – 021 331 41 83
Entreprises
Piotr Kaczor – 044 254 39 23
Place financière

Sophie Marenne – 021 331 41 00
Entreprises, start-up
Levi-Sergio Mutemba – 079 953 68 20
Marchés & produits
Philippe Rey – 044 254 39 22
Entreprises, place financière
Caroline Spir – 021 331 41 41
Journaliste Lifestyle

Edition (soir):
Eric Loup, Arnaud Rakotondramanan
Serge Rapin, Piotr Studzinski

Informatique IT, production:
Guy-Marc Aprin – 021 331 41 07 – it@agefi.com

Agences: ATS, AWP, AFP

Imprimerie:
Mittelland Zeitungsdruck AG (Aarau)

Directeur:
Olivier Bloch

Responsable du développement:
Lionel Rouge – 021 331 41 18

VENTES (PUBLICITÉ):
Norbert Fouchault
(Suisse romande - Tessin - International)
079 964 65 66 – n.fouchault@agefi.com

Beatrice Leuenberger
(key account Suisse alémanique)
044 254 39 21 – b.leuenberger@agefi.com

Représentations internationales:
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne, France, Italie sur
www.agefi.com/pubinter

Envoi de matériel publicitaire (annonceurs):
pub@agefi.com

COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION:
Patricia Chevalley – 021 331 41 02

Service client lecteur et annonceur:
Elise Choasson – 021 331 41 72
Perrine Pingat – 021 331 41 40

Marketing:
Mila Bozic – 021 331 41 06
Pierrick Wulliamoz – 021 331 41 06

Abonnements:
Martine Duperréx
Tél. +41 (0) 21 331 41 41
Fax. +41 (0) 21 331 41 10
E-mail: abo@agefi.com

Abonnement annuel:
CHF 700.– inclus tous les suppléments
et les archives du site (TVA 2,5% incl.)

Ventes en kiosques:
Naville (Genève), Valora AG (Bâle)

Impressum

Stagnation des volumes dans un climat atone

VALEURS OTC-X/BCBE. La plateforme de négoce de valeurs secondaires OTC-X de la BCBE a enregistré entre le 28 juin et le 4 juillet des volumes stables, en dépit d'une recrudescence du nombre de transactions en comparaison hebdomadaire. Un courtier évoque un niveau d'activité satisfaisant, au vu de la maigre actualité.

Baisse générale

Les principaux indices ont tous cédé du terrain. Le All Share a ainsi abandonné 0,8%, le Top50 et le Liquidity 0,3% chacun et le Premium 0,1%. Quatre sous-indices sectoriels sont néanmoins parvenus à tirer leur épingle du jeu, à savoir remontées mécaniques (+2,3%), alimentation et boisson (+2,1%), immobilier (+0,9%) et Médias (+0,1%). A l'autre bout du tableau, sociétés de participation a accusé un tassement de 4,6%. Le chiffre d'affaires total a atteint 2,7 millions de francs en 196 transactions, contre 185 sur la période de comparaison. Sur l'ensemble du mois de juin, le volume de négoce a atteint 17,1 millions (près de 20 millions en mai) en 844 (981) opérations. Holdigaz a généré le plus de trafic sur la semaine écoulée avec 559.000 francs en huit passages, à des prix compris entre 202 et 206 francs. Le cours acheteur est resté fixé à 203 francs.

Acrevis lanterne rouge

Le bon de participation Weleda a généré 195.000 francs en sept tours, entre 3575 et 3675 francs. Le cours demandé n'a pas non plus bougé (3600 francs). Société des Forces électriques de la Goule a changé six fois de mains entre 3650 et 3700 francs, pour un total de 194.000 francs. Le cours acheteur a reculé de 5,4% à 3500 francs. Acrevis Bank échoue au pied du podium avec 169.000 francs en 14 passages, entre 1375 et 1400 francs. Le cours n'a pas bronché à 1350 francs. — (awp)

MCH: Credit Suisse octroie une note de crédit à «low BBB»

Les analystes de Credit Suisse ont démarré la couverture du bâlois MCH avec une note de dette à «low BBB», assortie d'une perspective «stable», a indiqué jeudi la banque aux deux voiles. L'organisateur de salons et de foires a procédé à plusieurs acquisitions l'année dernière qui pèsent sur la notation du groupe. MCH a procédé en 2017 à trois acquisitions et prises de participation. En décembre dernier, l'entreprise avait pris une part de 67,5% dans Masterpiece London, un événement dédié aux collectionneurs. Aux Etats-Unis, le groupe avait mis la main en mai sur MC2 («MC-squared»), spécialisée dans les services pour les foires et événements. Début février 2017, MCH avait acquis une participation de 25,1% dans l'allemand art.fair International, l'organisateur de la nouvelle foire Art Düsseldorf. — (awp)

Les banques centrales à bout de souffle

Le véritable risque pour les marchés européens demeure celui du cycle et de stabilisateurs budgétaires très insuffisants faute de réformes.



DIDIER SAINT-GEORGES
Managing Director et Membre du Comité d'Investissement de Carmignac

Après avoir pris la main pendant des années sur les destinées économiques du monde développé, et plus encore sur les marchés financiers, les Banques centrales sont visiblement arrivées plus ou moins au bout de l'exercice.

C'est tout particulièrement le cas de la Banque centrale américaine, qui au lieu de continuer de fournir des liquidités au système a commencé désormais à en soustraire. En fragilisant tout l'édifice des marchés, construit sur dix années de liquidités surabondantes, cette inversion de tendance est d'une importance majeure pour les investisseurs. Mais ce reflux du soutien monétaire fait aussi émerger deux autres forces, jusqu'à récemment mises sous le boisseau écrasant des politiques monétaires exceptionnelles: le cycle économique et les politiques gouvernementales.

Côté cycle, les marchés se sont pour l'instant rassurés en se félicitant depuis deux ans d'une embellie économique générale, prolongée aux États-Unis par la politique budgétaire expansionniste du président Trump. Ce cycle commence à montrer ses premiers signes d'essoufflement (voir la Carmignac's Note de juin 2018 «Compte à rebours»). Côté politique, l'économie libérale et mondialisée des dernières années, qui a attisé le renchérissement des actifs financiers mais guère profité aux revenus salariés, a provoqué l'émergence d'une forme de rébellion, aux États-Unis, en Amérique latine comme en Europe, souhaitant contester l'ordre économique établi.

Nous évoquons l'an passé l'enjeu de moyen terme que cette nouvelle phase politique, aussi respectable fût-elle, représentait pour les investisseurs (Carmignac's Note d'avril 2017 «Les investisseurs de long terme de-

vraient se défier du populisme»). C'est cette collision entre cycles monétaire, économique et politique qui constitue le principal risque pour les marchés aujourd'hui, au-delà de leur focalisation à court terme sur sa seule composante politique.

La guerre commerciale aura-t-elle lieu?

L'assaut mené par les États-Unis contre la forteresse commerciale chinoise, conjugué au tarissement de la source mondiale de dollars, compte déjà ses premières victimes.

La Bourse chinoise a perdu 15% de sa valeur depuis le début de l'année et, par contagion, les actifs financiers du monde émergent, notamment leurs devises, se sont affaiblis.

«IL NE FAUT PAS VOIR DANS DONALD TRUMP UN HÉROS HOMÉRIEN, PORTÉ PAR LE DESTIN VERS UNE GUERRE INEXORABLE QUI NE TROUVERA SON ISSUE QUE DANS L'ANÉANTISSEMENT DE L'UN DES PROTAGONISTES»

Les économies les plus dépendantes d'un financement externe en dollars ont naturellement le plus souffert, au premier rang desquelles l'Argentine, dont les progrès réguliers mais encore fragiles du programme de réformes ont été balayés par une violente bourrasque de défiance des investisseurs.

Il existe aujourd'hui dans l'Administration américaine des voix influentes, porteuses d'un courant idéologique, qui présentent sans ambages la Chine comme l'ennemi stratégique, dont il faut casser la dynamique.

Si l'ambition des États-Unis est en effet, sous le couvert d'une empoignade sur les droits de douane, d'empêcher la Chine de mettre en œuvre son plan stratégique «Made in China 2025», alors la confrontation sera longue et destructrice. Le président chinois Xi Jinping n'est certaine-

ment pas disposé à renoncer à son ambition de poursuivre l'ascension de la Chine sur la chaîne de valeur industrielle globale. L'offensive annoncée contre les importations d'automobiles allemandes procède du même enjeu, l'Union européenne étant rassemblée face à la posture américaine. Mais est-il certain qu'il faille voir en Donald Trump une sorte de héros homérique, porté par le destin dans une guerre inexorable, qui ne trouvera son issue que dans l'anéantissement de l'un des protagonistes?

Il est parfaitement plausible que, au contraire, l'aspiration américaine soit pragmatique, politique, et de beaucoup plus court terme. Les élections de mi-mandat du Congrès des États-Unis qui auront lieu le 6 novembre prochain

sont naturellement un objectif de première importance pour Donald Trump, dont le Parti républicain n'est pas donné gagnant dans les sondages à ce jour. Parvenir avant ce scrutin décisif à s'enorgueillir d'accords avec la Chine, et si possible aussi avec l'Union européenne, qui ne manqueraient pas d'être présentés comme des victoires héroïques, serait le meilleur effet auprès de l'opinion américaine. Une stratégie d'investissement ne doit par conséquent pas exclure l'opportunité d'une issue rationnelle le moment venu.

À ce sujet, le dollar, qui profite aujourd'hui d'une économie américaine encore vivace, d'une aversion générale au risque et d'une Banque centrale toujours déterminée, pourrait dans le même temps perdre de sa superbe, le ralentissement du cycle aidant, et l'éloignement du scé-

nario du pire pourrait faire apparaître des niveaux d'entrée alors convaincants au sein des actifs émergents de qualité.

À court terme, le souci de préservation du capital dans tous les scénarios incite ainsi à la plus grande prudence, mais avec toute la flexibilité et la réactivité nécessaires, le pire n'étant jamais sûr.

La zone euro est-elle condamnée?

La contestation au sein de la zone euro de ce qui est perçu comme une construction tour à tour inefficace, rigide, bureaucratique, injuste, voire antidémocratique, est croissante. Mais ce sont bien ses insuffisances qui sont l'objet d'un désaveu croissant, et non son existence. Les mouvements de panique qui accompagnent occasionnellement les velléités exprimées ici ou là de sortie de la zone euro manquent l'essentiel: l'opinion publique a partout bien compris que le coût d'un retour à sa monnaie d'origine par un quelconque pays serait prohibitif. À tort ou à raison, l'euro est à ce jour irréversible, comme le rappelait encore récemment Mario Draghi. En revanche, le fonctionnement de l'ensemble de l'Union européenne présente un besoin urgent de réformes, sous peine de secousses récurrentes qui finiraient bel et bien par venir à bout de l'édifice. Le président français Emmanuel Macron l'a bien compris, la chancelière Angela Merkel aussi. Elle pourrait donc user de son dernier mandat à la tête de l'Allemagne pour favoriser ce mouvement. Sur le plan économique, une initiative de cette dernière pourrait par exemple consister à réunir sa coalition autour d'un projet de réforme fiscale, qui exploiterait une partie des très larges marges de manœuvre dont dispose l'économie allemande. Ce geste de leadership politique serait une réponse crédible au risque de ralentissement économique déjà perceptible, et positionnerait davantage le pays en locomotive de la croissance eu-

ropéenne plutôt que continuer d'assumer principalement le rôle de surveillant sourcilieux du respect des contraintes d'équilibre de Maastricht. La CSU, partenaire conservateur de la CDU, une fois rassurée sur ses préoccupations migratoires pourrait sans nul doute apporter son soutien à un programme de réduction de la pression fiscale. C'est probablement l'une des erreurs les plus récurrentes des observateurs anglosaxons d'avoir à l'occasion de chaque crise européenne sous-estimé la volonté politique qui est capable de se rassembler autour de la survie de la zone euro. Le véritable risque à court terme demeure selon nous celui du cycle économique (voir la Carmignac's Note de juin 2018 «Compte à rebours»), du fait de stabilisateurs monétaires épuisés, et de stabilisateurs budgétaires très insuffisants faute de réformes.

Les menaces de protectionnisme sont naturellement anxiogènes pour la plupart des acteurs économiques. Mais ce constat vaut aussi pour les États-Unis où le monde des affaires commence à signaler à l'Administration américaine les risques d'une telle politique. Paradoxalement, le fait que son impact direct et immédiat sur la croissance économique américaine soit très faible renforce le risque du maintien d'une posture politique très rigide dans l'immédiat. L'actualité pour les marchés est ainsi devenue aujourd'hui principalement politique, ce qui réduit la visibilité et incite à la prudence. Mais des forces de rappel, autrement dit de bon sens, devraient continuer de se multiplier pour aboutir à des compromis bénins.

Rappelons que le véritable risque pour les marchés est plus complexe, donc moins bien appréhendé à court terme: il réside dans la possibilité d'un télescopage entre ces politiques économiques déstabilisatrices, un cycle économique devenu vulnérable, et des Banques centrales à court de munitions. ■

Ces doutes qui sapent les investissements

MINUTES DE LA FED. La banque centrale US cite notamment des préoccupations grandissantes parmi les entreprises face aux tensions commerciales.

Les incertitudes en matière commerciale pourraient nuire à l'investissement et à la confiance, estime la Fed dans les minutes de sa dernière réunion de juin publiées jeudi, mais l'économie américaine reste solide.

La banque centrale américaine cite notamment des préoccupations grandissantes parmi les entreprises face aux tensions commerciales et à la hausse de matériaux de base comme l'acier et l'aluminium.

La Fed avait décidé lors de cette réunion les 12 et 13 juin de relever ses taux d'intérêt d'un quart de point pour la deuxième fois de l'année et ses responsables avaient estimé qu'une poursuite de ce relèvement serait «appropriée». Les marchés avaient alors estimé que le ton de la Fed laissait indi-

quer que celle-ci serait prête à relever ses taux encore deux fois cette année pour anticiper tout risque d'accélération de l'inflation et non une seule comme ils l'anticipaient jusqu'alors.

«La plupart des participants ont noté que les incertitudes et les risques associés à la politique en matière commerciale se sont intensifiés et ont exprimé leur préoccupation que cette incertitude et ces risques puissent éventuellement avoir des effets négatifs sur le sentiment des entreprises et les dépenses en investissement», note le compte-rendu de la réunion.

Les entreprises américaines ont notamment indiqué à la Fed qu'elles en ressentaient déjà l'impact avec notamment une hausse des prix mais aussi «la réduction

ou le report de projets de dépenses d'investissement en raison des incertitudes entourant la politique commerciale», tout en mettant en garde contre «d'autres effets nocifs sur les investissements à l'avenir».

«Les conditions dans le secteur agricole se sont quelque peu améliorées mais les contacts (de la Fed) se montrent préoccupés des effets potentiels de tarifs plus élevés sur leurs exportations», souligne le rapport.

Croissance solide

L'administration Trump s'est engagée dans une guerre commerciale avec ses principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine, l'Union européenne et le Canada, en imposant des tarifs de 10% sur l'aluminium et de 25%

sur l'acier ce qui a déclenché des mesures de rétorsion de leur part. De nouveaux tarifs américains doivent entrer en vigueur dans la nuit de jeudi à vendredi sur 34 milliards d'importations chinoises et Pékin imposera en retour des taxes sur un montant équivalent d'importations américaines.

Mais les minutes soulignent également que l'économie américaine continue de croître et que la hausse des prix du pétrole soutiendra l'investissement dans le secteur de l'énergie.

Plusieurs secteurs éprouvent toutefois des difficultés à pourvoir les emplois disponibles ce qui, en retour, les incite à ralentir les projets de développement, à augmenter les salaires et à investir dans l'automatisation des tâches.

Si les augmentations de salaires restent modestes jusqu'à présent, les responsables de la Fed estiment que l'inflation a maintenant atteint la cible de 2%, même s'il est encore trop tôt pour considérer qu'elle se maintiendra à ce niveau.

La Fed note aussi que les dépenses de consommation, le principal moteur de la croissance américaine, se sont montrées solides au 2^e trimestre après s'être révélées modestes au 1^{er} et qu'elles bénéficient notamment des effets de la réforme fiscale entrée en vigueur au début de l'année.

La prochaine réunion de la Fed est prévue pour les 31 juillet et 1^{er} août. Elle ne doit en principe pas être suivie d'une conférence de presse de son président Jerome Powell. — (afp)

Pétrole en recul et hausse des stocks américains

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a terminé à 77,39 dollars sur l'ICE de Londres, en baisse de 81 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Les cours du pétrole ont reculé jeudi après une hausse surprise des stocks de brut américain et l'annonce par l'Arabie saoudite d'une baisse des prix de son pétrole.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a terminé à 77,39 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 81 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'août a cédé 1,20 dollar à 72,94 dollars.

Les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis ont enregistré une hausse surprise de 1,2 million de barils lors de la semaine terminée le 29 juin, alors que les analystes anticipaient une baisse de 5 millions de barils (lire ci-contre).

«Si l'on fait la moyenne des deux dernières semaines la réduction hebdomadaire des stocks est de 4 millions de barils, ce qui représente un rythme de réduction plutôt rapide. Mais la surprise vient du fait que ces stocks ont

avancé de manière surprenante cette semaine», contre un plongeon de 9,9 millions de barils la semaine précédente, a noté Bill O'Grady de Confluence Investment.

La production de brut s'est de son côté, comme lors des deux précédentes semaines, stabilisée au niveau record de 10,90 millions de barils par jour.

Elections américaines

La veille, alors que le marché américain était fermé, le géant national saoudien du pétrole Saudi Aramco a annoncé une baisse de son prix pour le brut à destination de l'Asie, une première depuis quatre mois.

L'annonce a fait reculer les prix du brut, alors que la décision saoudienne semblait répondre aux attentes du président américain Donald Trump.

«Réduisez les cours maintenant!», avait tempêté mercredi M. Trump sur Twitter, avant d'attaquer l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

«Ils poussent les prix plus haut alors même que les Etats-Unis

défendent beaucoup de ses membres pour peu de dollars», a-t-il accusé.

«Nous approchons des élections (en novembre aux Etats-Unis), et le président américain Donald Trump est de plus en plus obsédé par les prix de l'essence», a jugé Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

«Même si les prix ne descendent finalement pas, sa base républi-

caine sera satisfaite de cette attaque», a commenté de son côté M. O'Grady.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires ont annoncé fin juin assouplir l'accord de limitation de la production, mais les prix du brut ont continué de grimper alors que les marchés craignent des perturbations de l'offre.

«La production iranienne est la

plus en danger, car l'administration américaine vise les exportations (de pétrole à travers ses sanctions, ndr), ce qui pourrait réduire l'offre mondiale d'un million de barils par jour», ont souligné les analystes de Goldman Sachs, qui citent également les perturbations au Venezuela, en Libye et au Canada.

Le gouverneur iranien de l'Opep a répondu sèchement au prési-

dent américain à travers l'agence de presse du ministère iranien du Pétrole.

«Vous imposez des sanctions à d'importants producteurs, des membres fondateurs de l'Opep, et vous leur demandez de réduire les prix?», s'est insurgé Hossein Kazempour Ardebili, affirmant que «vos tweets ont fait grimper les prix de 10 dollars par baril». — (afp)

Les réserves commerciales de brut ont crû de 1,2 million de barils

Les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis ont enregistré une hausse surprise la semaine dernière tandis que la production s'est stabilisée pour la troisième semaine de suite, selon les chiffres publiés jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Lors de la semaine achevée le 29 juin, les réserves commerciales de brut ont avancé de 1,2 million de barils pour s'établir à 417,9 millions, alors que les analystes interrogés par l'agence Bloomberg prévoient un recul de 5 millions de barils.

Elles s'inscrivent en baisse de 16,9% par rapport à la même époque l'an dernier et sont environ 2% en dessous de la moyenne des cinq dernières années à cette période.

Egalement scrutés puisqu'ils servent de référence à la cotation du pétrole à New York, les stocks de brut WTI du terminal de Cushing (Oklahoma, sud) ont reculé de 2,1 millions de barils, à 27,8 millions de barils.

Les réserves d'essence ont, elles, baissé de 1,5 million de barils, soit deux fois plus que les prévisions des analystes (750.000 barils). Elles sont en hausse de 1,0% par rapport à leur niveau d'il y a un an et sont environ 6% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Les stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) ont quant à eux légèrement progressé de 100.000 barils, là où les analystes anticipaient un recul de 685.000 barils.

Ils sont en baisse de 21,8% par rapport à leur niveau d'il y a un an et de 13% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La cadence des raffineries a un peu reflué, celles-ci ayant fonctionné à 97,1% de leurs capacités contre 97,5% la semaine précédente. La production de brut s'est, comme lors des deux précédentes semaines, stabilisée au niveau record de 10,90 millions de barils par jour. Après avoir bondi la semaine dernière à un niveau inédit depuis que ces données sont enregistrées (1991), à 3 mb/j, les exportations américaines ont reculé à 2,34 mb/j.

Les importations ont légèrement augmenté, à 9,06 mb/j contre 8,36 mb/j la semaine précédente. — (afp)

L'ANALYSE TECHNIQUE

Les rendez-vous de la semaine

LUNDI
Taux

MARDI
Matières premières

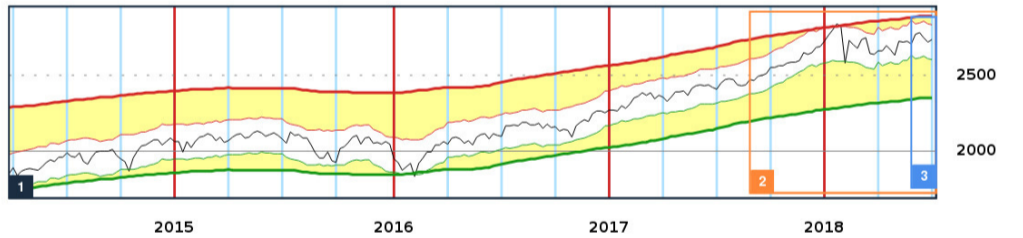
MERCREDI
Forex

JEUDI
Marché suisse: grandes capitalisations

VENDREDI
Indices actions

S&P 500

Last Update: 05/07/18
Los Angeles 13:00, New-York 16:00, London 21:00, Paris 22:00, Tokyo 05:00, Sydney 06:00
Previous day closing: USD 2734.36*
Day performance: ±0.00* (±0.00%)
* Prices delayed by at least 20 minutes



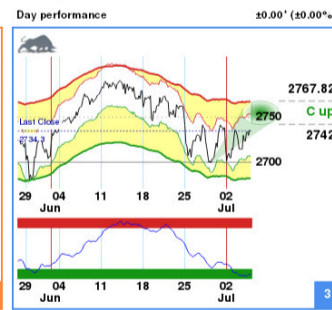
Weekly - Long Term Investors



Daily - Medium Term Investors



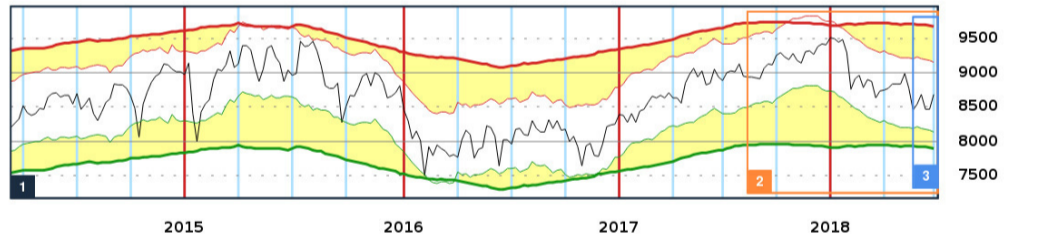
Hourly - Short Term Investors



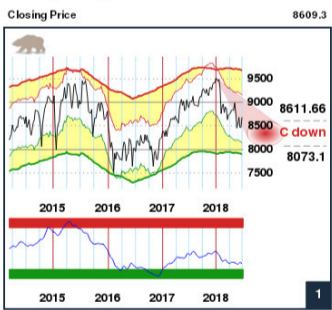
Copyright © 2012 - Management Joint Trust SA - www.FinGraphs.com

SWISS MARKET INDEX (CH)

Last Update: 05/07/18
Los Angeles 13:00, New-York 16:00, London 21:00, Paris 22:00, Tokyo 05:00, Sydney 06:00
Previous day closing: CHF 8682.39*
Day performance: ±0.00* (±0.00%)
* Prices delayed by at least 15 minutes



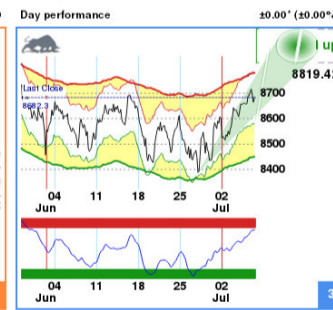
Weekly - Long Term Investors



Daily - Medium Term Investors



Hourly - Short Term Investors

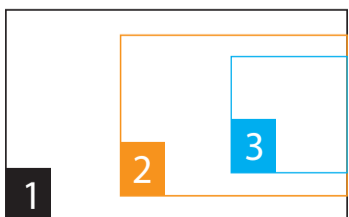


Les prix peuvent être retardés jusqu'à 20 minutes selon les Bourses. Source: www.fingraphs.com - MJT Statistics

Lire et interpréter les graphiques:

➔ Prendre une décision

Fingraphs vous propose 3 horizons d'investissement (long, moyen et court terme) afin de percevoir l'environnement dans lequel évolue le marché.



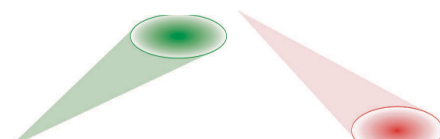
➔ Tendance

Les deux enveloppes présentes sur les graphiques ci-dessus représentent la tendance suivie. Une tendance haussière est illustrée par un Bull et une tendance baissière par un Bear.



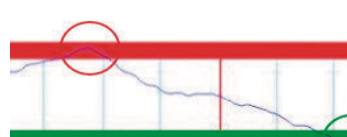
➔ Objectifs

Un objectif probable en temps et en prix est automatiquement calculé en permanence. Cet objectif est illustré par un faisceau vert ou rouge selon la tendance et par une ellipse, qui représente la projection dans le temps pour atteindre cet objectif.



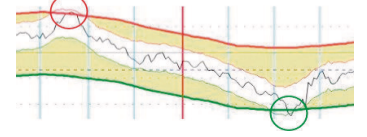
➔ Indicateur de risques

Un indicateur représentant le risque oscille entre une zone Overbought (rouge: risque élevé) et Oversold (vert: risque faible). Un retournement de la tendance est probable lorsque l'indicateur sort de ces zones.



➔ Exagération du prix

Lorsque la petite enveloppe vient rencontrer la grande enveloppe, ceci représente une exagération du prix, et un mouvement contraire est probable.



Avertissement: Les analyses réalisées par la société Management Joint Trust SA depuis 1969, contributrice de cette page au travers de son site fingraphs.com, n'ont aucune valeur contractuelle et ne constituent en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de valeurs mobilières ou autre produit financier. La responsabilité de la société Management Joint Trust SA ainsi que ses dirigeants et salariés ne saurait être engagée en cas d'erreur, d'omission ou d'investissement inopportun. Les informations, graphiques, chiffres, opinions indicatives présentés sur cette page s'adressent à des investisseurs disposant des connaissances et expériences nécessaires pour comprendre et apprécier les informations qui y sont développées. Ces dernières sont diffusées à titre purement indicatif, Management Joint Trust SA ne peut en garantir l'exactitude ou la fiabilité.

coaching sur www.fingraphs.com

ORDRE DES INFORMATIONS DE FONDS: NUMÉRO DE VALEUR SUISSE, NOM DU FONDS, CONDITIONS D'ÉMISSION/CONDITIONS DE RACHAT, DEVISE COMPTABLE DU FONDS, DERNIÈRE VALEUR D'INVENTAIRE, PERFORMANCE DANS L'ANNÉE COURANTE

Table with columns: No. val., Nom, Devise, Dernier, 31.12.17. Contains data for Banque CIC (Suisse) SA and Pigeot Galland & Cie SA.

Table for Banque Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Suisse) SA, listing various funds and their performance.

Table for BBGI GROUP SA, listing various funds and their performance.

Index de sécurité TIPER sur le marché suisse. Table listing various companies and their TIPER scores (e.g., ABB 56.4%, Actelion 79.5%, etc.).

Table for BlackRock Asset Management Suisse SA, listing various funds and their performance.

Table for EFG Bank, listing various funds and their performance.

Table for Dynagest SA, listing various funds and their performance.

Table for IAM Independent Asset Management, listing various funds and their performance.

Table for CACEIS (Switzerland) S.A., listing various funds and their performance.

Table for Carmignac Gestion, listing various funds and their performance.

Table for Carmignac Gestion, listing various funds and their performance.

Table for Cornèr Banca SA - Lugano, listing various funds and their performance.

Table for Pegaso Capital Partners S.A., listing various funds and their performance.

Table for DMC Fund - Dynagest, listing various funds and their performance.

Table for IAM Independent Asset Management, listing various funds and their performance.

Table for Oddo BHF Asset Management SAS, listing various funds and their performance.

Table for Patrimonium Asset Management AG, listing various funds and their performance.

Table for Picard Angst SA, listing various funds and their performance.

Table for Banque Cantonale de Genève, listing various funds and their performance.

Table for Fonds en obligations, listing various funds and their performance.

Table for UBS Vitainvest Fonds, listing various funds and their performance.

Table for RAM Active Investments S.A., listing various funds and their performance.

Table for ZURICH, listing various funds and their performance.

Table for Fonds d'actions, listing various funds and their performance.

Table for Fonds d'obligations, listing various funds and their performance.

Table for AUTRES FONDS, listing various funds and their performance.

Table for Fonds de placement matières premières, listing various funds and their performance.

Table for Fonds immobilier, listing various funds and their performance.

LÉGENDES

Conditions appliquées lors de l'émission de parts: 1) Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds. (L'émission a lieu à la valeur d'inventaire)

Conditions appliquées lors du rachat de parts: 1) Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire).

LÉGENDES DES FONDS UBS: *) Cours de la veille; **) Mise à jour mensuelle; 1) Plus commission d'émission; 2) Plus commission d'émission et de rachat; 3) Plus commission d'émission et de rachat en faveur du fonds de placement; 4) +/- frais d'achat/de vente de titres en faveur du fonds de placement; 5) Plus frais d'achat de titres en faveur du fonds de placement; 6) Ni commission d'émission ou de rachat au profit du fonds (L'émission/rachat ont lieu à la valeur d'inventaire); 6#) Ni commission d'émission, ni frais au profit du fonds dans le cadre du pilier 3a. (L'émission a lieu à la valeur d'inventaire); 7) Emission provisoirement suspendue

PUBLICATION DES FONDS DANS L'AGEFI

Les banques et sociétés financières désireuses de faire figurer leurs fonds de placement dans L'Agefi peuvent nous contacter par e-mail à fondsdeplacement@agefi.com ou par fax au +41 (0)21 331 41 10

Les informations sont fournies sans garanties.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

DEVICES - FUTURES - OBLIGATIONS

DEVICES

Table of financial data for DEVICES, including columns for Cours de référence à 18/30, 1 CHF, 1 EUR, 1 USD, 1 GBP, 100 JPY.

AUTRES DEVICES

Table of financial data for AUTRES DEVICES, including columns for Cours de référence à 18/30, 1 CHF, 1 EUR, 1 USD, 1 GBP, 100 JPY.

DEVICES À TERME

Table of financial data for DEVICES À TERME, including columns for Veille, Ouverture, H/B jour, Clôture, Variation.

DOUS DTS

Table of financial data for DOUS DTS, including columns for No. Val, Monnaie, Veille, Clôture.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of commodity prices for MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS), including columns for No. Val, Matière première, Clôture.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES), including columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, Variation.

MÉTALUX/BIENS INDUSTRIELS

Table of commodity prices for MÉTALUX/BIENS INDUSTRIELS, including columns for Aluminium Highgrade, XAU/Or, Ni, Cuivre Grade A, Etain, Riz, Soja, Soja, huile, Soja, farine.

KOSPI 50 SÉOUL

Table of stock market data for KOSPI 50 SÉOUL, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

HONG KONG

Table of stock market data for HONG KONG, including columns for No. val., Matière première, Clôture.

MÉTALUX

Table of commodity prices for MÉTALUX, including columns for Argent, XPD/Palladium, XPT/Platine, XAU/Or, Ni, Cuivre, Cacao, Café, Café Robusta, Mais, Orange, Riz, Soja, Soja, huile, Soja, farine.

STRAITS TIMES SINGAPOUR

Table of stock market data for STRAITS TIMES SINGAPOUR, including columns for No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, and Vol.

BOVESPA SAO PAULO

Table of stock market data for BOVESPA SAO PAULO, including columns for No. val., Matière première, Clôture.

ENERGIE

Table of commodity prices for ENERGIE, including columns for Sucr, Huile de chauffage, Essence sans plomb, Gaz naturel, CO2, Charbon Rotterdam.

OBLIGATIONS

Table of financial data for OBLIGATIONS, including columns for TAUX SWAP, Franc Suisse, Euro, Livre Sterling, Dollar Américain.

TAUX LIBOR

Table of financial data for TAUX LIBOR, including columns for Franc Suisse, Euro, Livre Sterling, Dollar Américain, Yen.

INDICES DE RÉFÉRENCE

Table of financial data for INDICES DE RÉFÉRENCE, including columns for Suisse (10 ans), USA (10 ans), USA (30 ans), Allemagne (10 ans), Angleterre (10 ans), France (10 ans), Italie (10 ans), Espagne (10 ans).

OBLIGATIONS

Table of financial data for OBLIGATIONS, including columns for Indices obligataires, Indices obligataires, Indice Swiss-Bond SWX, En Bourse, Débiteurs nationaux, Débiteurs étrangers, Total, Hors Bourse, Débiteurs nationaux, Débiteurs étrangers, Total, Chiffre d'affaires global, Indice Swiss-Bond SWX, SBI AAA-BBB, SBI AAA-BBBT, SBI DING AAA-BBBT, SBI GAA-BBBT, SBI GAA-BBBT-1, SBI GAA-BBBT-1.5T, SBI GAA-BBBT-3T, SBI GAA-BBBT-5T, SBI GAA-BBBT-10T, SBI FOR AAA-BBBT, SBI GAA-BBBT, SBI FC AAA-BBBT, SBI FC AAA-BBBT-1, SBI FC AAA-BBBT-1.5T, SBI FC AAA-BBBT-3T, SBI FC AAA-BBBT-5T, SBI FC AAA-BBBT-7T, SBI FC AAA-BBBT-10T, SBI Total Index, SBI AAA Index, SBI AA Index, SBI A Index, SBI BBB Index, SBI Public Index, SBI Financial Index, SBI Industri Index, SBI Utility Index.





La révision fait également entrer de nouvelles professions dans la loi, comme les moniteurs d'escalade.

Guides de montagne soumis à autorisation

La volonté du Conseil fédéral de soumettre à autorisation les guides de montagne, moniteurs d'escalades ou accompagnateurs de randonnées dès le premier franc perçu est plutôt bien accueillie. La description détaillée des activités concernées soulève plus de scepticisme.

Dans son projet de révision totale de l'ordonnance sur les activités à risque, le Conseil fédéral redéfinit notamment le statut de professionnel: désormais tout organisateur devra obtenir une autorisation cantonale dès le premier franc de chiffre d'affaires. La limite actuelle de 2300 francs est supprimée.

Ce durcissement est salué par la grande majorité des milieux, y compris les professionnels du secteur, qui avaient jusqu'à jeudi pour donner leur avis. «Avec l'obligation d'autorisation dès le premier franc, le but de garantir la meilleure sécurité et qualité possible pour les clients est atteint», écrit le canton du Valais.

Seule l'UDC estime qu'il faut maintenir le seuil de 2300 francs, car il concerne avant tout des accompagnateurs de randonnées qui ne reçoivent qu'un défraiement. Le PS, lui, souligne que le processus d'obtention des autorisations ne doit pas être trop lourd, aussi bien financièrement qu'administrativement afin de ne pas surcharger inutilement les opérateurs qui ont un faible revenu.

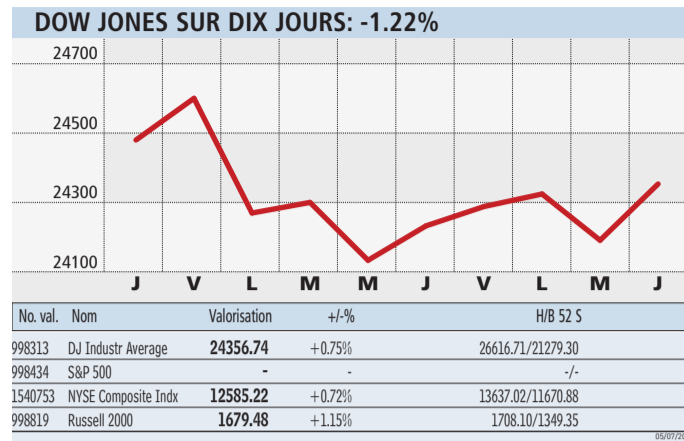
Les parties consultées saluent également le fait que les guides provenant d'un pays de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) devront désormais obtenir une autorisation dès le premier jour d'activité en Suisse. Ils en sont actuellement dispensés s'ils proposent des activités pendant moins de dix jours par an. Cette mesure, combinée à l'abolition du seuil des 2300 francs, «permettra un contrôle plus efficace des 'guides marrons' et des offres commerciales ne garantissant pas toutes les mesures légales de sécurité», estime l'Association suisse des guides de montagnes (ASGM). Outre l'amélioration de la sécurité et la facilitation des contrôles, le PLR salue la mesure également pour la réciprocité qu'elle introduit. Les guides helvétiques doivent en effet demander une autorisation dès le premier jour pendant lequel ils proposent des activités en France et en Italie, rappelle le parti.

Le projet précise également que le fait de proposer une activité au public présume que cette dernière est professionnelle. Les activités offertes par des associations (p.ex. le Club alpin suisse) et des institutions scolaires ne sont toutefois pas classées dans cette catégorie, pour autant qu'elles n'aient pas un but lucratif.

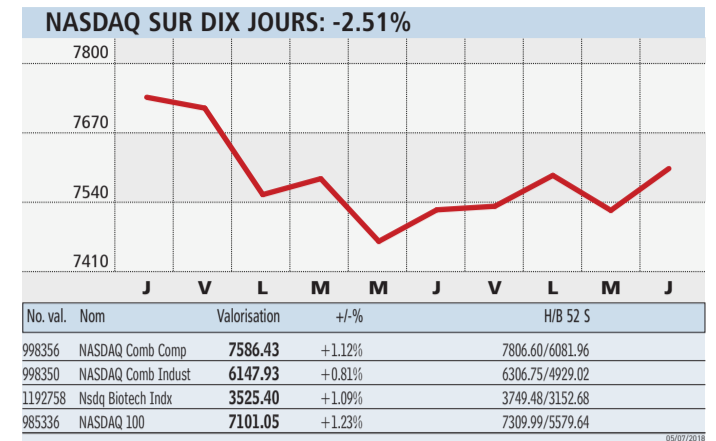
Il est «important que les écoles, les fédérations, les associations et d'autres institutions sans vocation commerciale puissent continuer à exercer des activités sportives sans autorisation et que les activités Jeunesse + Sport soient exclues de l'ordonnance», estime le canton de Berne. Un autre point souligné par les cantons de Bâle-Campagne et d'Argovie. La révision fait également entrer de nouvelles professions dans la loi, comme les moniteurs d'escalade et les accompagnateurs de randonnées, de même que les aspirants guides. Le texte précise également les activités soumises à autorisation, qui vont des sorties à skis au saut à l'élastique en passant par le canyoning ou le rafting.

Le bureau de prévention des accidents (bpa) aimerait y rajouter la plongée. En moyenne 150 plongeurs se blessent chaque année en Suisse, quatre meurent, fait-il valoir. – (ats)

NYSE



NASDAQ



CLÔTURE WALL STREET

Très faibles volumes d'échanges

Wall Street a terminé en hausse, lors d'une séance marquée par des volumes d'échanges très faibles au lendemain d'un jour férié, et ce, malgré la perspective de l'entrée en vigueur de taxes douanières américaines et chinoises. Le Dow Jones Industrial Average, a gagné 0,75% à 24.356,74 points.

Le Nasdaq, à forte composante technologique, a avancé de 1,12% à 7586,43 points.

L'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,86% à 2736,61 points.

«De nombreux courtiers sont absents cette semaine et il n'est pas étonnant de voir beaucoup de volatilité lors de ce type de séance aux volumes d'échanges très faibles», a commenté David Levy de Republic Wealth Advisors.

En volumes, ces échanges ont été moitié moins nombreux que lors d'une journée classique sur l'indice S&P 500.

Comme souvent lors des séances de forte progression, les valeurs technologiques ont affiché les meilleures performances, le sous-

indice les regroupant au sein du S&P 500 ayant avancé de 1,47%. Facebook (+2,97%), Twitter (+2,67%) et Netflix (+2,02%) ont notamment fait partie des locomotives de Wall Street.

La progression des indices est intervenue alors que les Etats-Unis et la Chine vont basculer dans la guerre commerciale.

Les marchés ont également accueilli avec neutralité le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed, où celle-ci a affirmé que les incertitudes en matière com-

merciale pourraient nuire à l'investissement et à la confiance. «Ces informations sont une bonne nouvelle dans la mesure où elles suggèrent qu'un arrangement pourrait être trouvé et qu'une guerre commerciale américano-européenne pourrait être évitée», a commenté Bill Lynch de Hinsdale Associates.

L'obligataire évoluait sans direction: le rendement sur la dette à 10 ans montait à 2,833% contre 2,831% mardi, et celui à 30 ans reculait à 2,948%. – (afp)



Décès du réalisateur Claude Lanzmann

Le cinéaste et écrivain français Claude Lanzmann est mort jeudi à l'âge de 92 ans, a-t-on appris auprès de son éditeur. Il a notamment été le réalisateur de *Shoah*. «Claude Lanzmann est mort ce matin à son domicile. Il était très très faible depuis quelques jours», a indiqué une porte-parole de Gallimard. L'écrivain a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine à Paris où son décès a été constaté. Le mort du cinéaste a été confirmée par l'attachée de presse de son dernier film, *Les quatre soeurs*, sorti en salles ce mercredi. Réalisateur de *Shoah*, Claude Lanzmann fut aussi journaliste, directeur de la revue *Temps Modernes* et écrivain. Ami du philosophe Jean-Paul Sartre, compagnon de Simone de Beauvoir, il était un défenseur infatigable de la cause d'Israël. Claude Lanzmann avait été très affecté par la mort brutale l'an dernier de son fils Félix «emporté à 23 ans par un cancer impitoyable». «La mort ne va pas de soi. Moi, je ne suis pas du tout pour la mort. Je crois toujours à la vie. J'aime la vie à la folie même si elle n'est pas le plus souvent marrante», avait-il confié récemment à un journaliste de l'AFP. – (ats)

Deadline

AUTRICHE: adoption de la loi sur la journée de travail de 12 heures

Les députés autrichiens ont adopté une loi controversée, initiative du gouvernement formé par la droite et l'extrême droite, qui étend à 12 heures par jour et à 60 par semaine la durée autorisée de travail. Les opposants à ce projet de loi, dont le parti social-démocrate et la puissante confédération syndicale ÖGB, avait rassemblé de 80.000 à 100.000 manifestants samedi à Vienne, première mobilisation de cette ampleur depuis l'arrivée à la chancellerie de Sebastian Kurz, fin 2017, allié au parti d'extrême droite FPÖ. Répondant selon le gouvernement à la nécessité de rendre les entreprises plus compétitives, la mesure a fait l'objet de critiques au-delà des cercles syndicaux, jusqu'au sein de l'Eglise catholique. La durée normale du travail en Autriche reste fixée à 8 heures par jour et 40 heures par semaine. Mais la durée autorisée passe avec cette loi de 10 heures par jour et de 50 par semaine, à 12 et 60 heures respectivement. – (afp)

THYSSENKRUPP: démission du CEO

L'industriel Thyssenkrupp a annoncé la démission surprise de son patron moins d'une semaine après avoir bouclé la fusion de son activité sidérurgique en Europe avec l'indien Tata. «Le conseil de surveillance se réunira pour discuter et décider de la demande de M. Heinrich Hiesinger», a indiqué hier Thyssenkrupp, précisant que le patron démissionnaire souhaite un «accord mutuel» pour mettre fin à son contrat. – (afp)

BREXIT: Jaguar montre son désaccord

Le constructeur automobile Jaguar Land Rover a menacé de réduire ses dépenses au Royaume-Uni en cas de Brexit dur, à la veille d'une réunion du gouvernement. Theresa May réunit aujourd'hui son cabinet à Chequers, sa résidence de campagne. Cette rencontre risque d'être orageuse entre les partisans du maintien d'une relation commerciale étroite avec l'UE et les supporters d'un divorce sans concession. – (afp)

TAXES: Washington et Pékin basculent dans la guerre commerciale

Malgré les mises en garde et la nervosité des marchés, les Etats-Unis et la Chine vont entrer de plain-pied dans la guerre commerciale avec l'entrée en vigueur de taxes douanières réciproques sur des dizaines de milliards de dollars de marchandises. Les tarifs douaniers américains de 25% sur 34 milliards d'importations chinoises, qui frapperont 818 produits dont des voitures, des composants d'avions ou des disques durs d'ordinateurs tout en épargnant des biens populaires comme les téléphones portables ou les télévisions, seront effectifs jeudi à minuit. Immédiatement après, des droits de douane chinois sur un montant équivalant d'importations US seront appliqués. Ils affecteront des produits agricoles dont le soja, le secteur automobile ou encore des produits de la mer comme les langoustes. «La Chine ne cédera pas à la menace ni au chantage», a déclaré le porte-parole du Ministère chinois du Commerce, Gao Feng. – (afp)

Offre spéciale
jusqu'au 31.07.2018

AGEFI M&G

Novartis se renforce dans les thérapies géniques

Le prix digital switzerland challenge mise sur l'e-santé

2 mois d'essai

39.-
CHF

agefi.com/offre